

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNÉE 1951

Les numéros cités à la suite de certains documents renvoient aux textes antérieurs sur le même objet.

Les impressions parlementaires du Conseil de la République sont ainsi réparties :

Année 1951 : Nos 1 à 914.

SESSION DE 1951

1. — Projet de loi modifiant la loi sur la propriété foncière en Algérie, p. 1.
Voir: Assemblée nationale nos 11000, 11546 (1^{re} législ.).
2. — Projet de loi tendant à compléter l'ordonnance sur les gares routières de voyageurs, p. 2.
Voir: Assemblée nationale, nos 11026, 11640 (1^{re} législ.).
3. — Projet de loi instituant un fonds de garantie pour le service des prestations de chauffage au personnel retraité des exploitations minières, p. 2.
Voir: Assemblée nationale, nos 10909, 11605 (1^{re} législ.).
4. — Projet de loi portant déclassement d'une partie de la zone de fortifications de la place de Dra-El-Mizan, p. 2.
Voir: Assemblée nationale, nos 11012, 11621 (1^{re} législ.).
5. — Projet de loi relatif au déclassement du front 31-32 à Bône, p. 2.
Voir: Assemblée nationale, nos 11011, 11620 (1^{re} législ.).
6. — Projet de loi relatif au déclassement de la place de Mascara, p. 3.
Voir: Assemblée nationale, nos 11010, 10619 (1^{re} législ.).
7. — Projet de loi portant déclassement d'une partie du mur d'enceinte de la place d'Arzew, p. 3.
Voir: Assemblée nationale, nos 11013, 11622 (1^{re} législ.).
8. — Projet de loi relatif au déclassement d'une partie de la zone de fortifications de la place d'Aumale, p. 3.
Voir: Assemblée nationale, nos 11016, 11625 (1^{re} législ.).
9. — Projet de loi relatif au déclassement du fort Cavaignac, à Bou Saada, p. 3.
Voir: Assemblée nationale, nos 11014, 11623 (1^{re} législ.).
10. — Projet de loi relatif au déclassement des fortifications de Djeïfa, p. 3.
Voir: Assemblée nationale, nos 11015, 11624 (1^{re} législ.).

11. — Rapport de M. Jean Berthoin sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, portant autorisation d'un programme de réarmement et des dépenses de défense nationale pour l'exercice 1951 et fixant les modalités de leur financement, p. 4.
Voir: Assemblée nationale, nos 11483, 11758, 11769, 11784, 11788 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 909 (année 1950).
12. — Proposition de loi de M. Boisrond tendant au rétablissement de la péréquation des différentes retraites mutualistes, p. 4.
13. — Rapport de M. Pierre Boudet sur le projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement, p. 4.
Voir: Assemblée nationale, nos 11483, 11758, 11769, 11784, 11788 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 909 (année 1950).
14. — Rapport de M. Jules Pouget sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale tendant à la suppression du comité consultatif du tourisme, p. 31.
Voir: Assemblée nationale, nos 9398, 10305 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 785 (année 1950).
15. — Avis de la commission de la défense nationale par M. Jean de Gouyon sur le projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement et des dépenses de défense nationale pour l'exercice 1951 et fixant les modalités de leur financement, p. 32.
Voir: Assemblée nationale, nos 11483, 11758, 11769, 11784, 11788 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 909 (année 1950) et 13 (année 1951).
16. — Projet de loi portant augmentation des effectifs budgétaires en officiers et en sous-officiers servant au delà de la durée légale, p. 32.
Voir: Assemblée nationale, nos 11536, 11836 (1^{re} législ.).
17. — Rapport de M. Robert Le Guyon sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale concernant les débits de boissons détruits par les événements de guerre, p. 33.
Voir: Assemblée nationale, nos 9324, 9327, 9322, 10207 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 102, 607 (année 1950).

NOTA. — Pour permettre aux lecteurs de connaître la date de publication au Journal officiel et le numéro des feuilles annexes renfermant les documents qui les intéressent, un tableau de concordance est inséré à la fin de la présente table.

18. — Rapport de M. François Dumas sur la proposition de résolution tendant à accorder, dans le département de Saône-et-Loire, des secours aux victimes des inondations, p. 33.
Voir: Conseil de la République, n° 317 (année 1950).
19. — Rapport de M. François Dumas sur la proposition de résolution tendant à venir en aide à la commune de Villard-sur-Doron, p. 34.
Voir: Conseil de la République, n° 808 (année 1950).
20. — Rapport de M. Tharradin sur le projet de loi tendant à modifier les articles 14 et 64 du livre II du code du travail relatif aux conditions d'entrée en France des étrangers, p. 34.
Voir: Assemblée nationale, n° 10905, 11510 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 783 (année 1950).
21. — Avis de la commission des affaires économiques par M. Roche-reau sur le projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement et des dépenses de défense nationale pour l'exercice 1951, et fixant les modalités de leur financement, p. 35.
Voir: Assemblée nationale, n° 11483, 11758, 11769, 11783, 11788 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 909 (année 1950), 13 et 15 (année 1951).
22. — Rapport de M. Jules Valle sur le projet de loi tendant à modifier les lois relatives à la propriété foncière en Algérie, p. 35.
Voir: Assemblée nationale, n° 7461, 11063 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 767 (année 1950).
23. — Projet de loi relatif aux droits de plaidoirie des avocats dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, p. 36.
Voir: Assemblée nationale, n° 5588, 11633 (1^{re} législ.).
24. — Rapport de M. Pic sur le projet de loi portant augmentation des effectifs budgétaires en officiers et sous-officiers servant au delà de la durée légale et autorisant des rengagements spéciaux pour l'Indochine, p. 36.
Voir: Assemblée nationale, n° 11536, 11836 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 16 (année 1951).
25. — Allocation de M. Gasser, président d'âge, p. 37.
26. — Projet de loi tendant à ratifier la délibération du conseil d'administration du Cameroun relative au service des douanes, p. 37.
Voir: Assemblée nationale, n° 8186, 11777 (1^{re} législ.).
27. — Proposition de résolution de M. Alric concernant l'interprétation tendancieuse qui a été donnée de l'attitude du Conseil de la République par certains membres de l'Assemblée nationale au cours des débats sur le plan de réarmement, p. 37.
28. — Projet de loi relatif aux modalités de répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, p. 37.
Voir: Assemblée nationale, n° 11331, 11833, 11852 (1^{re} législ.).
29. — Proposition de résolution de M. Restat tendant à faire fixer le prix des tabacs indigènes par la commission paritaire avant la période de livraison, p. 38.
30. — Allocution prononcée par M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République, p. 38.
31. — Proposition de résolution de Mme Eboué tendant à venir en aide aux sinistrés de Pigeon, en Guadeloupe, p. 38.
32. — Rapport de M. Jean-Marie Grenier sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (reconstruction et urbanisme), p. 38.
Voir: Assemblée nationale, n° 11045, 11515, 11674 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 819, 907 (année 1950).
33. — Rapport d'information de M. Armengaud sur les recherches et l'exploitation du pétrole et du gaz naturel, p. 40.
34. — Rapport de M. Léo Hamon sur la proposition de résolution tendant à développer en France l'étude des sciences administratives, p. 57.
Voir: Conseil de la République, n° 828 (année 1950).
35. — Rapport de M. Chochoy sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale tendant à modifier l'article 50 de la loi relative aux redevances pour occupation de bâtiments provisoires, p. 60.
Voir: Assemblée nationale, n° 8758, 8855, 9046, 9974, 11238, 11295 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 825 (année 1950).
36. — Rapport de M. Delalande sur la proposition de résolution tendant à faire procéder au vote d'une loi réglementant les sociétés dites de crédit différé, p. 61.
Voir: Conseil de la République, n° 363 (année 1950).
37. — Rapport de M. Jean Maroger sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (services des affaires étrangères), p. 63.
Voir: Assemblée nationale, n° 11034, 11428 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 812, 907 (année 1950).
38. — Proposition de loi de M. Razac relative au statut des chefs coutumiers en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française, p. 66.
39. — Rapport de M. Charles Barret sur la proposition de loi complétant l'article 18 de la loi relative à la protection des appellations d'origine, p. 68.
Voir: Assemblée nationale, n° 7183, 8810, 9110 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 853 (année 1950).
40. — Rapport de M. Périquier sur le projet de loi relatif au degré minimum des vins de coupage, p. 68.
Voir: Assemblée nationale, n° 11386, 11447, 11603 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 881 (année 1950).
41. — Avis de la commission des finances par M. Jean-Marie Grenier sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 50 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947 relatif aux redevances pour occupation de bâtiments provisoires, p. 68.
Voir: Assemblée nationale, n° 8758, 8855, 9046, 9974, 11238, 11295 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 825 (année 1950) et 35 (année 1951).
42. — Proposition de résolution de M. Radius tendant à autoriser l'utilisation des produits chimiques usuels de conservation pour les conserves de poisson, p. 68.
43. — Rapport de M. Litalise sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (imprimerie nationale), p. 69.
Voir: Assemblée nationale, n° 11038, 11429 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 899, 907 (année 1950).
44. — Rapport de M. Litalise sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Légion d'honneur et Ordre de la Libération), p. 70.
Voir: Assemblée nationale, n° 11042, 11427 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 840 et 907 (année 1950).
45. — Proposition de loi de Mme Devaud relative à la protection des mères de familles abandonnées, p. 72.
46. — Proposition de loi de Mme Devaud tendant à modifier l'article 10 de la loi sur les prestations familiales, p. 72.
47. — Rapport de M. Laillet de Montullé sur la proposition de résolution tendant à mettre en vigueur les dispositions prévues à l'article 367 du code général des impôts, p. 73.
Voir: Conseil de la République, n° 764 (année 1950).
48. — Proposition de loi de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre tendant au rétablissement de l'allocation de salaire unique aux membres de la famille d'un exploitant agricole, p. 73.
49. — Rapport de M. Albert Lamarque sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Travaux publics, transports et tourisme), p. 74.
Voir: Assemblée nationale, n° 11044, 11671, 11709 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 884 et 907 (année 1950).
50. — Rapport de M. Saint-Cyr sur le projet de loi tendant à la ratification de la convention fixant l'âge d'admission des enfants au travail dans l'agriculture, p. 74.
Voir: Assemblée nationale, n° 4229, 11347 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 850 (année 1950).
51. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant abrogation des articles 52 à 59 de l'ordonnance modifiant la législation applicable en Algérie au domaine de l'Etat, p. 79.
Voir: Assemblée nationale, n° 6826, 6909, 9177, 11817 (1^{re} législ.).
52. — Proposition de loi de M. Landry tendant à organiser un contrôle effectif sur l'action sanitaire et sociale confiée aux caisses de sécurité sociale, p. 79.
53. — Proposition de loi de Mme Marcelle Devaud instituant un contrôle parlementaire des organismes de sécurité sociale, p. 79.
54. — Rapport supplémentaire de M. Robert Le Guyon sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale concernant les débits de boissons détruits par les événements de guerre, p. 80.
Voir: Assemblée nationale, n° 9324, 9327, 9822, 10207 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 102, 607 (année 1950) et 17 (année 1951).
55. — Avis de M. Bertaud sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (travaux publics, transports et tourisme), p. 80.
Voir: Assemblée nationale, n° 11044, 11671, 11709 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 884 (année 1950) et 49 (année 1951).
56. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Agriculture), p. 81.
Voir: Assemblée nationale, n° 11035, 11672, 11857, 11975 (1^{re} législ.).
57. — Rapport de M. Varlot sur la proposition de résolution tendant à étendre aux personnels de l'Etat les avantages des prestations familiales spéciales en faveur des enfants partant en vacances, p. 81.
Voir: Conseil de la République, n° 523 (année 1950).
- 58 et 58 rectifié. — Rapport de M. Robert Aubé sur le projet de loi relatif au déclassement d'une partie de la zone de fortifications de la place de Dra-El-Mizan, p. 84, 85.
Voir: Assemblée nationale, n° 11012, 11621 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 4 (année 1951).
- 59 et 59 rectifié. — Rapport de M. Robert Aubé sur le projet de loi relatif au déclassement du front 31-32 à Bône, p. 85.
Voir: Assemblée nationale, n° 11011, 11620 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 5 (année 1951).
60. — Rapport de M. Robert Aubé sur le projet de loi relatif au déclassement de la place de Mascara, p. 85.
Voir: Assemblée nationale, n° 10619, 11010 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 6 (année 1951).

61. — Rapport de M. Robert Aubé sur le projet de loi portant déclassement d'une partie du mur d'enceinte de la place d'Azew, p. 85.
Voir: Assemblée nationale, nos 11013, 11622 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 7 (année 1951).
62. — Rapport de M. Robert Aubé sur le projet de loi relatif au déclassement d'une partie de la zone de fortifications de la place d'Aumale, p. 85.
Voir: Assemblée nationale, nos 11016, 11625 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 8 (année 1951).
63. — Rapport de M. Robert Aubé sur le projet de loi relatif au déclassement du fort Cavaignac à Bou Saada, p. 85.
Voir: Assemblée nationale, nos 11014, 11623 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 9 (année 1951).
64. — Rapport de M. Robert Aubé sur le projet de loi relatif au déclassement des fortifications de Djelfa, p. 85.
Voir: Assemblée nationale, nos 11015, 11624 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 10 (année 1951).
65. — Rapport de M. Restat sur la proposition de résolution tendant à faire fixer le prix des tabacs indigènes par la commission paritaire avant la période de livraison, p. 86.
Voir: Conseil de la République, n° 29 (année 1951).
66. — Proposition de loi de M. Chazette tendant à compléter l'article 23 de la loi du 19 octobre 1946 en faveur des diminués physiques, p. 86.
67. — Proposition de résolution de M. Naveau tendant à abroger les dispositions législatives interdisant le cumul des professions de marchand de chevaux et de marchand de bestiaux, p. 86.
68. — Proposition de résolution de M. Naveau tendant à rétablir l'allocation de salaire unique aux membres salariés de la famille des exploitants agricoles, p. 86.
69. — Projet de loi étendant aux magistrats de l'ordre judiciaire certaines dispositions de loi relative au statut des fonctionnaires, p. 87.
Voir: Assemblée nationale, nos 10867, 11728 (1^{re} législ.).
70. — Rapport de M. de Villoutreys sur la proposition de loi tendant à accorder aux ouvriers mineurs le paiement de la journée chômée de la Sainte-Barbe, p. 87.
Voir: Assemblée nationale, nos 8623, 8627, 8799 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 822 (année 1950).
71. — Rapport de M. Roger Duchet sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (industrie et commerce), p. 88.
Voir: Assemblée nationale, nos 11010, 11130 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 818, 907 (année 1951).
72. — Rapport de M. Bénigne Fournier sur la proposition de résolution tendant à mettre en vente un carburant agricole à prix réduit, p. 91.
Voir: Conseil de la République, n° 927 (année 1950).
73. — Rapport de M. Henri Barré sur le projet de loi tendant à ratifier les quatre conventions de Genève pour la protection des victimes de la guerre, p. 92.
Voir: Assemblée nationale, nos 10105, 11375, 11471 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 314 (année 1950).
74. — Rapport de M. Henri Barré sur le projet de loi réglant la situation des militaires ayant appartenu aux forces supplétives d'Afrique du Nord, p. 93.
Voir: Assemblée nationale, nos 4170, 4643, 10445, 11305 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 819 (année 1950).
75. — Rapport de M. Henri Barré sur le projet de loi complétant l'article 3 de l'ordonnance concernant le recrutement des officiers de justice militaire, p. 93.
Voir: Assemblée nationale, nos 9306, 11316 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 820 (année 1950).
76. — Rapport supplémentaire de M. Bernard Chochoy sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 50 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947 relatif aux redevances pour occupation de bâtiments provisoires, p. 93.
Voir: Assemblée nationale, nos 8758, 8855, 9016, 9971, 11238, 11295 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 825 (année 1950), 35 et 41 (année 1951).
77. — Avis de la commission des pensions par M. Ternynck sur le projet de loi tendant à ratifier les quatre conventions de Genève pour la protection des victimes de la guerre, p. 93.
Voir: Assemblée nationale, nos 10105, 11375, 11471 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 814 (année 1950) et 73 (année 1951).
78. — Proposition de résolution de Mme Jacqueline Thôme-Paton tendant à adapter les montants maxima des prêts consentis pour les habitations à loyer modéré, aux prix réels de la construction, p. 94.
79. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (marine marchande), p. 94.
Voir: Assemblée nationale, nos 11044, 11452, 11752, 11830, 11850, 11956, 11957 (1^{re} législ.).
80. — Projet de loi portant création d'un contingent spécial de décorations en faveur des militaires en opérations en Indochine, p. 95.
Voir: Assemblée nationale, nos 9471, 11372 (1^{re} législ.).

81. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, complétant les articles 639 et 640 du code d'instruction criminelle, p. 95.
Voir: Assemblée nationale, nos 10489, 11781 (1^{re} législ.).
82. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à subventionner l'achèvement du monument des Bretons des forces françaises libres, p. 96.
Voir: Assemblée nationale, nos 11159, 11664 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 717 (année 1950).
83. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la compétence des juges de paix en matière de contrat de travail, p. 96.
Voir: Assemblée nationale, nos 10199, 11630 (1^{re} législ.).
84. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter la loi relative aux mauvais traitements exercés envers les animaux domestiques, p. 96.
Voir: Assemblée nationale, n° 9839, 10761, 11780 (1^{re} législ.).
85. — Rapport de M. Emilien Lieutaud sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 15 de la loi sur les publications destinées à la jeunesse, p. 96.
Voir: Assemblée nationale, nos 7744, 7796, 9601, 10366, 11573 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 886 (année 1950).
86. — Rapport supplémentaire de M. Rochereau sur le projet de loi sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques, p. 97.
Voir: Assemblée nationale, nos 10099, 10549, 11374, 11413 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 793, 866, 904 (année 1950).
87. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à permettre aux commerçants d'introduire une action en revision du prix de leur loyer, p. 98.
88. — Rapport de M. Jean Maroger sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Haut commissariat de la République française en Sarre), p. 98.
Voir: Assemblée nationale, n° 11034, 11453 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 846, 907 (année 1950).
89. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique, p. 100.
Voir: Assemblée nationale, nos 2415, 3291, 3645, 3848, 8379, 8577, 8986, 9006, 9123, 9349, 9423, 9572, 11696 (1^{re} législ.); Conseil de la République n° 12 (année 1950).
90. — Proposition de résolution de M. Vanrullen tendant à venir en aide aux familles des victimes de la catastrophe minière de Divion, p. 101.
91. — Rapport de M. Bolifraud sur le projet de résolution portant, pour l'exercice 1949: a) règlement définitif du compte des recettes et des dépenses du Conseil de la République; b) règlement définitif du compte de l'abonnement aux chemins de fer; c) règlement définitif des comptes de la caisse des retraites des sénateurs et de celle du personnel; d) règlement définitif des comptes de la caisse de sécurité sociale des sénateurs et de celle du personnel; e) approbation du compte de gestion du trésorier; f) approbation des comptes des buvettes, p. 101.
92. — Rapport de M. Rogier sur le projet de loi tendant à compléter, en vue de son application à l'Algérie, la loi relative aux conventions collectives, p. 103.
Voir: Assemblée nationale, nos 11027, 11535 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 832 (année 1950).
93. — Rapport de M. Courrière sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (marine marchande), p. 104.
Voir: Assemblée nationale, nos 11044, 11452, 11752, 11830, 11850, 11956, 11957 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 907 (année 1950) et 79 (année 1951).
94. — Proposition de M. Pierre Roudet tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour faciliter le logement des étudiants, p. 106.
95. — Proposition de résolution de M. Henri Martel tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de cinq millions pour les familles des victimes de l'effroyable catastrophe du puits 5 bis, des houillères du groupe de Bruay-en-Artois; à prendre toutes mesures immédiates pour faire cesser les méthodes d'exploitation forcées qui sont à la base des trop nombreux accidents mortels dans les mines; à donner aux délégués mineurs à la sécurité des pouvoirs plus étendus, p. 106.
96. — Rapport par M. Vanrullen sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour venir en aide immédiatement aux familles des victimes de la catastrophe minière de Divion, p. 106.
Voir: Conseil de la République, n° 90 (année 1951).
97. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (budget annexe des monnaies et médailles), p. 106.
Voir: Assemblée nationale, nos 11033, 11839 (1^{re} législ.).

98. — Rapport de M. Robert Chevalier sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale tendant à affirmer l'insaisissabilité du traitement afférent aux décorations militaires, p. 407.

Voir: Assemblée nationale, nos 7801, 11222 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 885 (année 1950).

99. — Projet de loi créant un institut national de la propriété industrielle, p. 107.

Voir: Assemblée nationale, nos 11148, 11517 (1^{re} législ.).

100. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à permettre la tierce opposition à l'encontre de certaines décisions judiciaires, p. 407.

Voir: Assemblée nationale, nos 8859, 9929, 11826 (1^{re} législ.).

101. — Projet de loi majorant à titre provisoire certaines prestations familiales, p. 108.

Voir: Assemblée nationale, nos 9145, 9255, 9899, 11033, 11052, 11251, 11653, 11958, 12064, 12106, 12112 (1^{re} législ.).

102. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au titre de « combattants volontaires », p. 108.

Voir: Assemblée nationale, nos 8918, 11373 (1^{re} législ.).

103. — Projet de loi relatif au régime de l'assurance vieillesse, p. 108.

Voir: Assemblée nationale, nos 10951, 11604, 12031, 12101, 12146 (1^{re} législ.).

104. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à assurer le maintien des services de contrôle du conditionnement dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, p. 109.

Voir: Assemblée nationale, nos 9904, 10406, 11641, 12027, 12082 (1^{re} législ.).

105. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi concernant l'exploitation des services maritimes d'intérêt général, p. 410.

Voir: Assemblée nationale, nos 6019, 6369, 10449, 11225, 11531 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 839 (année 1950).

106. — Avis de la commission de la presse par M. Cornu sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils de 1952 (commerce et industrie), p. 119.

Voir: Assemblée nationale, nos 11040, 11430 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 818, 907 (année 1950) et 71 (année 1951).

107. — Avis de la commission de la production industrielle par M. Bousch sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils de 1952 (commerce et industrie), p. 119.

Voir: Assemblée nationale, nos 11040, 11430 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 818, 907 (année 1950) et 71, 106 (année 1951).

108. — Proposition de loi de M. Razac tendant à compléter l'article 1^{er} de la loi portant organisation de la marine marchande, p. 119.

109. — Rapport de M. Jules Pouget sur le projet de loi prorogeant le délai imparti pour les expropriations nécessaires à la construction d'un pont à Tancarville, p. 120.

Voir: Assemblée nationale, nos 11100, 11485 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 883 (année 1950).

110. — Rapport de M. Plait sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à transférer au « Centre national de la transfusion sanguine » le bénéfice de l'expropriation prononcée au profit de l'œuvre de la transfusion sanguine d'urgence, p. 120.

Voir: Assemblée nationale, nos 11193, 11376 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 887 (année 1950).

111. — Rapport de M. Menu sur le projet de loi tendant à élever le maximum des bonifications de rentes accordées aux déposants de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse atteints d'incapacité de travailler, p. 120.

Voir: Assemblée nationale, nos 3133, 11289 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 901 (année 1950).

112. — Proposition de résolution de M. Liotard tendant à apporter une aide immédiate à la circonscription de Fort-Dauphin éprouvée par un récent cyclone, p. 121.

113. — Rapport de M. Le Basser sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux modalités de répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, p. 121.

Voir: Assemblée nationale, nos 11531, 11833, 11852 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 28 (année 1951).

114. — Rapport de M. Carcassonne tendant à modifier l'article 8 de la loi sur les moyens de prévenir la récidive, p. 125.

Voir: Assemblée nationale, nos 8193, 11503 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 903 (année 1951).

115. — Rapport de M. Kalb sur le projet de loi relatif aux droits de plaidoirie des avocats dans le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle, p. 125.

Voir: Assemblée nationale, nos 5588, 11633 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 23 (année 1951).

116. — Rapport de M. Pujol sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au statut du personnel remplaçant de l'enseignement du premier degré, p. 125.

Voir: Assemblée nationale, nos 688, 2461, 5710, 8804, 11679 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 783 (année 1950).

117. — Rapport de M. Siaux sur le projet de loi tendant à ratifier la délibération du conseil d'administration du Cameroun relative au service des douanes au Cameroun, p. 128.

Voir: Assemblée nationale, nos 8196, 11777 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 26 (année 1951).

118. — Avis de M. Courrière sur le projet de loi concernant l'exploitation des services maritimes d'intérêt général, p. 128.

Voir: Assemblée nationale, nos 6019, 6369, 10449, 11225, 11531 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 889 (année 1950) et 105 (année 1951).

119. — Projet de loi tendant à ratifier la convention signée entre la France et la Grande-Bretagne en vue d'éviter les doubles impositions, p. 128.

Voir: Assemblée nationale, nos 11922, 12025 (1^{re} législ.).

120. — Projet de loi tendant à ratifier un avenant à la convention franco-suédoise tendant à éviter les doubles impositions, p. 129.

Voir: Assemblée nationale, nos 11896, 12026 (1^{re} législ.).

121. — Projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant la pharmacie, p. 129.

Voir: Assemblée nationale, nos 11926, 12098 (1^{re} législ.).

122. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (justice), p. 129.

Voir: Assemblée nationale, nos 11042, 12009, 12190, 12114 (1^{re} législ.).

123. — Projet de loi tendant à constituer des détachements de météorologie affectés à certaines grandes unités et formations de l'armée de l'air, p. 130.

Voir: Assemblée nationale, nos 11845, 12151 (1^{re} législ.).

124. — Proposition de loi de M. Courrière tendant à la revalorisation des majorations spéciales à la gendarmerie, en matière de pension, p. 131.

125. — Rapport de M. Menu sur le projet de loi majorant à titre provisoire certaines prestations familiales, p. 132.

Voir: Assemblée nationale, nos 9145, 9255, 9899, 11033, 11052, 11254, 11653, 11958, 12064, 12106, 12112 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 101 (année 1951).

126. — Avis de M. Jacques Masteau sur le projet de loi relatif aux modalités de répartition du produit de la taxe locale, p. 132.

Voir: Assemblée nationale, nos 11831, 11833, 11852 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 28, 113 (année 1951).

127. — Rapport de M. de Montalembert en vue de présenter les candidatures pour les trois sièges du comité constitutionnel, p. 139.

128. — Rapport de M. de Villoutreys sur la proposition de loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique, p. 139.

Voir: Assemblée nationale, nos 2415, 3291, 3645, 3848, 8379, 8577, 8986, 9006, 9123, 9349, 9423, 9572, 11696 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 12 (année 1950) et 89 (année 1951).

129. — Rapport de M. Avinur sur la proposition de loi déposée au Conseil de la République et adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à subventionner l'achèvement du monument des Bretons des forces françaises libres à Camaret, p. 141.

Voir: Assemblée nationale, nos 11159, 11664 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 717 (année 1950) et 82 (année 1951).

130. — Projet de loi tendant à ratifier la convention créant l'organisation maritime consultative intergouvernementale, p. 141.

Voir: Assemblée nationale, nos 6178, 12032 (1^{re} législ.).

131. — Avis de la commission des finances par M. Auberger sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au statut du personnel remplaçant de l'enseignement du premier degré, p. 141.

Voir: Assemblée nationale, nos 638, 2461, 5710, 8304, 11679 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 873 (année 1950) et 116 (année 1951).

132. — Rapport de M. Nestor Calonne sur le projet de loi instituant un fonds de garantie pour le service des prestations de chauffage et de logement au personnel retraité des exploitations minières, p. 141.

Voir: Assemblée nationale, nos 10909, 11605 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 3 (année 1951).

133. — Projet de loi tendant à interdire aux agents d'affaires et conseils juridiques de se prévaloir du titre d'ancien magistrat, d'ancien avocat ou d'ancien officier public, p. 142.

Voir: Assemblée nationale, nos 11002, 12033 (1^{re} législ.).

134. — Rapport de M. Schwartz sur le projet de loi relatif aux indemnités allouées aux titulaires de certaines fonctions électives, p. 142.

Voir: Assemblée nationale, nos 10258, 11205 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 800 (année 1950).

135. — Rapport de M. Symphor sur la proposition de loi tendant à assurer le maintien des services de contrôle du conditionnement dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, p. 143.

Voir: Assemblée nationale, nos 9904, 10406, 11641, 12027, 12082 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 104 (année 1951).

136. — Rapport de M. Jules Valle sur le projet de loi modifiant la loi sur la propriété foncière en Algérie, p. 144.

Voir: Assemblée nationale, nos 11000, 11516 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 4 (année 1951).

137. — Rapport de M. François Dumas sur le projet de loi tendant à compléter l'ordonnance sur les gares routières de voyageurs, p. 145.
Voir: Assemblée nationale, nos 11028, 11610 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 2 (année 1951).

138. — Rapport de M. Boivin-Champeaux sur le projet de loi étendant aux magistrats de l'ordre judiciaire certaines dispositions de la loi relative au statut général des fonctionnaires, p. 145.
Voir: Assemblée nationale, nos 10867, 11728 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 69 (année 1951).

139. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter la réglementation du commerce d'importation des produits de la pêche maritime, p. 146.
Voir: Assemblée nationale, nos 8992, 11572 (1^{re} législ.).

140. — Projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale n° 94 concernant les clauses de travail dans les contrats passés par une autorité publique, p. 146.
Voir: Assemblée nationale, nos 10126, 12182 (1^{re} législ.).

141. — Rapport de M. Georges Maire sur la proposition de loi tendant à permettre la tierce opposition à l'encontre de certaines dispositions judiciaires, p. 146.
Voir: Assemblée nationale, nos 8859, 9929, 11826 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 100 (année 1951).

142. — Rapport de M. Gaston Charlet sur la proposition de loi complétant les articles 639 et 640 du code d'instruction criminelle, p. 147.
Voir: Assemblée nationale, nos 10189, 11781 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 81 (année 1951).

143. — Proposition de résolution de M. Léo Hamon tendant à inviter le Gouvernement à obtenir que l'Assemblée des Nations Unies se tienne en 1951 à Paris, p. 148.

144. — Avis de la commission de l'agriculture par M. Durlieux, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale majorant à titre provisoire certaines prestations familiales, p. 148.
Voir: Assemblée nationale, nos 9145, 9255, 9899, 11033, 11052, 11254, 11653, 12064, 12106, 12112 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 101, 125 (année 1951).

145. — Avis de la commission des finances par M. Aubert sur le projet de loi majorant, à titre provisoire, certaines prestations familiales, p. 148.
Voir: Assemblée nationale, nos 9145, 9255, 9899, 11033, 11052, 11254, 11653, 12064, 12106, 12112 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 101, 125, 144 (année 1951).

146. — Projet de loi portant création de trois contingents exceptionnels de croix du Mérite maritime, p. 148.
Voir: Assemblée nationale, nos 11929, 12170, 12193 (1^{re} législ.).

147. — Projet de loi maintenant provisoirement en vigueur certaines dispositions législatives et réglementaires du temps de guerre, p. 149.
Voir: Assemblée nationale, nos 12150, 12345 (1^{re} législ.).

148. — Projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de mars 1951, p. 149.
Voir: Assemblée nationale, nos 12359, 12366 (1^{re} législ.).

149. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (intérieur), p. 150.
Voir: Assemblée nationale, nos 11041, 12008, 12049, 12073, 12187 (1^{re} législ.).

150. — Projet de loi modifiant l'article 4 de la loi réglementant les courses de chevaux, p. 152.
Voir: Assemblée nationale, nos 40219, 11782 (1^{re} législ.).

151. — Rapport de M. Jean Berthoin sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de mars 1951, p. 153.
Voir: Assemblée nationale, nos 12359, 12366 (1^{re} législ.); Conseil de la République, p. 148 (année 1951).

152. — Rapport de M. Léger sur le projet de loi autorisant la ratification de la convention créant l'organisation maritime consultative intergouvernementale, p. 153.
Voir: Assemblée nationale, nos 6178, 12032 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 130 (année 1951).

153. — Rapport de M. Marcihacy sur le projet de loi concernant certaines dispositions législatives et réglementaires du temps de guerre, p. 153.
Voir: Assemblée nationale, nos 12150, 12345 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 147 (année 1951).

154. — Rapport de M. Liotard sur la proposition de résolution tendant à apporier une aide à la circonscription de Fort-Dauphin (Madagascar), p. 153.
Voir: Conseil de la République, n° 142 (année 1951).

155. — Rapport de M. Jacques Gadoin sur le projet de loi créant un institut de la propriété industrielle, p. 154.
Voir: Assemblée nationale, nos 11148, 11547 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 99 (année 1951).

156. — Avis de la commission de la production industrielle par M. Armengaud sur le projet de loi créant un institut de la propriété industrielle, p. 153.
Voir: Assemblée nationale, nos 11148, 11547 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 99, 155 (année 1951).

157. — Rapport de M. Roger Fournier, sur le projet de loi relatif au régime de l'assurance vieillesse, p. 157.
Voir: Assemblée nationale, nos 10951, 11804, 12031, 12104, 12146 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 103 (année 1951).

158. — Rapport de M. Emilien Lieutaud, sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (justice), p. 158.
Voir: Assemblée nationale, nos 11042, 12009, 12114, 12190 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 122 (année 1951).

159. — Rapport de M. Rogier sur la proposition de résolution tendant à abroger la disposition illégale de l'arrêté concernant le paiement des émoluments aux secrétaires des conseils de prud'hommes, p. 160.
Voir: Conseil de la République, n° 425 (année 1950).

160. — Proposition de loi de M. Verdeille tendant à modifier les lois concernant la pêche à la ligne, p. 161.

161. — Rapport de M. Rogier sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant abrogation des articles 52 à 59 de l'ordonnance modifiant la législation applicable en Algérie au domaine de l'Etat, p. 161.
Voir: Assemblée nationale, nos 6826, 6909, 9177, 11847 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 51 (année 1951).

162. — Avis de la commission de l'éducation nationale par M. Lasagne sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, concernant les publications destinées à la jeunesse, p. 162.
Voir: Assemblée nationale, nos 7744, 7796, 9601, 10366, 11573 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 886 (année 1950), 85 (année 1951).

163. — Rapport de M. Yves Jaouen sur le projet de loi portant création de trois contingents de croix du Mérite maritime destinés à récompenser les artisans de la reconstruction de la flotte de commerce, p. 162.
Voir: Assemblée nationale, nos 11129, 12170, 12193 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 146 (année 1951).

164. — Proposition de loi de M. Denvers relative aux droits à pension proportionnelle des anciens marins invalides de guerre, p. 162.

165. — Rapport de M. Léo Hamon, sur la proposition de résolution tendant à prendre toutes initiatives pour que l'Assemblée des Nations Unies se tienne à Paris, p. 163.
Voir: Conseil de la République, n° 143 (année 1951).

166. — Rapport annuel de M. Armengaud au nom de la sous-commission chargée de suivre la gestion des entreprises industrielles nationalisées (des ateliers de la Société nationale des chemins de fer français), p. 163.

167. — Rapport de M. de Montalembert sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (agriculture), p. 170.
Voir: Assemblée nationale, nos 11035, 11672, 11837, 11975 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 907 (année 1950) et 56 (année 1951).

168. — Proposition de loi de M. Champeix tendant à relever le plafond d'exonération des droits de soulte quand il y a partage d'une petite propriété, p. 177.

169. — Proposition de loi de M. Boulangé tendant à permettre la validation pour la retraite de certains services accomplis par les fonctionnaires, p. 177.

170. — Proposition de résolution de M. Ferrant tendant à établir, en faveur des vieux métayers, le bénéfice de l'allocation aux vieux travailleurs, p. 178.

171. — Proposition de résolution de M. Cornu tendant à accorder une aide financière au comité d'érection d'un monument à la mémoire des victimes de la frégate Laplace, p. 178.

172. — Rapport de M. Héline sur la proposition de résolution tendant à fixer la date des vacances scolaires du 1^{er} juillet au 15 septembre, p. 178.
Voir: Conseil de la République, n° 838 (année 1950).

173. — Proposition de résolution de M. Jean Malonga tendant à rendre obligatoire l'enseignement primaire en Afrique française, p. 179.

174. — Avis de la commission des finances par M. Schlafer sur la proposition de résolution concernant la mise en vigueur des dispositions prévues à l'article 367 du code général des impôts, p. 180.
Voir: Conseil de la République, nos 761 (année 1950), 47 (année 1951).

175. — Rapport de M. Litaize sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (monnaies et médailles), p. 180.
Voir: Assemblée nationale, nos 11038, 11839 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 907 (année 1950) et 97 (année 1951).

176. — Proposition de résolution de M. Chatenay tendant à accorder un secours aux victimes de l'ouragan qui a ravagé le Maine-et-Loire, p. 181.

177. — Rapport de M. Jacques Masteau sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (intérieur), p. 181.
Voir: Assemblée nationale, nos 11011, 12008, 12049, 12073, 12187 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 907 (année 1950) et 149 (année 1951).

- 178.** — Projet de loi portant majoration de certaines rentes viagères et pensions, p. 184.
Voir: Assemblée nationale, n°s 312, 313, 1229, 2699, 2749, 2765, 2957, 8364, 4044, 4205, 4501, 5585, 9999, 10522, 10750, 10922, 11732, 12213 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 556 (année 1950).
- 179.** — Projet de loi relatif à la procédure de codification des textes concernant les forêts, p. 185.
Voir: Assemblée nationale, n°s 12166, 12401 (1^{re} législ.).
- 180.** — Projet de loi tendant à autoriser le transfert des débits de boissons sur les aérodromes civils, p. 185.
Voir: Assemblée nationale, n°s 11023, 12022 (1^{re} législ.).
- 181.** — Projet de loi tendant à créer un poste de conseiller délégué à la protection de l'enfance à la cour d'appel d'Alger, p. 186.
Voir: Assemblée nationale, n°s 11257, 12375 (1^{re} législ.).
- 182.** — Projet de loi portant déclassement des lignes de Marcq-Saint-Juvén à Dun-Doulcon et de Saulmory à Baroncourt, p. 186.
Voir: Assemblée nationale, n°s 11432, 12214 (1^{re} législ.).
- 183.** — Projet de loi tendant à rétablir dans les territoires d'outre-mer l'article 246 du code pénal dans le texte arrêté par la loi du 7 juillet 1948, p. 186.
Voir: Assemblée nationale, n°s 9370, 12121 (1^{re} législ.).
- 184.** — Projet de loi étendant aux territoires d'outre-mer les dispositions de la loi complétant l'article 161 du code pénal, p. 187.
Voir: Assemblée nationale, n°s 9155, 12125 (1^{re} législ.).
- 185.** — Projet de loi instituant dans les territoires d'outre-mer un système de perception immédiate d'amendes forfaitaires, p. 187.
Voir: Assemblée nationale, n°s 11692, 12283 (1^{re} législ.).
- 186.** — Projet de loi tendant à ratifier la convention entre la France et la Suisse relative à l'exercice de la profession d'expert comptable, p. 188.
Voir: Assemblée nationale, n°s 11025, 12206 (1^{re} législ.).
- 187.** — Projet de loi portant validation de l'acte dit loi fixant le délai imparti aux caisses autonomes mutualistes de retraites pour le remboursement des majorations de rentes à la charge de l'Etat, p. 188.
Voir: Assemblée nationale, n°s 4423, 12210 (1^{re} législ.).
- 188.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (aviation civile et commerciale), p. 188.
Voir: Assemblée nationale, n°s 11044, 12070, 12179, 12222 (1^{re} législ.).
- 189.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à porter à 120.000 F l'allocation pour tierce personne des grands mutilés, p. 189.
Voir: Assemblée nationale, n°s 8324, 9808, 12393 (1^{re} législ.).
- 190.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la remise d'un diplôme d'honneur aux familles des « Morts pour la France » de la guerre 1939-1945, p. 190.
Voir: Assemblée nationale, n°s 11557, 12225 (1^{re} législ.).
- 191.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à préciser à l'égard du personnel des caisses d'épargne la portée de l'article 2 de la loi sur les conventions collectives, p. 190.
Voir: Assemblée nationale, n°s 10503, 11733, 12190, 12319 (1^{re} législ.).
- 192.** — Rapport de M. Lodéon sur la proposition de résolution tendant à venir en aide aux sinistrés de Pigeon, p. 190.
Conseil de la République, n° 31 (année 1951).
- 193.** — Proposition de résolution de M. Mostefal el Hadi tendant à la désignation d'une commission à l'effet d'enquêter sur le malaise algérien, p. 190.
- 194.** — Proposition de loi de M. Armengaud tendant à permettre l'accroissement de la production de l'énergie électrique, p. 191.
- 195.** — Avis de la commission de l'agriculture par M. Le Léanec sur le projet de loi relatif au régime de l'assurance-vieillesse, p. 196.
Voir: Assemblée nationale, n°s 10951, 11804, 12031, 12104, 12146 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n°s 103, 157 (année 1951).
- 196.** — Avis de la commission des finances par M. Albert Lamarque sur le projet de loi relatif au régime de l'assurance-vieillesse, p. 196.
Voir: Assemblée nationale, n°s 10951, 11804, 12031, 12104, 12146 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n°s 103, 157, 195 (année 1951).
- 197.** — Proposition de résolution de M. Primet tendant à accorder des secours aux victimes de la tornade qui a ravagé la Mayenne, p. 196.
- 198.** — Proposition de résolution de Mme Marcelle Devaud tendant à rétablir le crédit prévu comme contribution au régime de sécurité sociale des étudiants, p. 196.
- 199.** — Projet de loi tendant à ratifier la convention n° 63 concernant les statistiques des salaires, p. 196.
Voir: Assemblée nationale, n°s 6134, 12205 (1^{re} législ.).
- 200.** — Projet de loi tendant à ratifier les conventions n°s 77 et 78 concernant l'examen médical d'aptitude à l'emploi des enfants dans l'industrie et aux travaux non industriels, p. 196.
Voir: Assemblée nationale, n°s 4994, 12208 (1^{re} législ.).
- 201.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à étendre aux conseillers prud'hommes le bénéfice de la loi permettant aux salariés membres d'un conseil général de participer aux délibérations de ce conseil, p. 197.
Voir: Assemblée nationale, n°s 8414, 12211 (1^{re} législ.).
- 202.** — Avis de la commission de l'agriculture par M. Driant sur le projet de loi relatif au développement des crédits des services civils pour l'exercice 1951 (agriculture), p. 197.
Voir: Assemblée nationale, n°s 11035, 11975, 11672, 11937 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n°s 907 (année 1950), 56, 167 (année 1951).
- 203.** — Rapport de M. Brettes sur la proposition de résolution tendant à rétablir l'allocation de salaire unique aux membres salariés de la famille des exploitants agricoles, p. 197.
Voir: Conseil de la République, n° 68 (année 1951).
- 204.** — Proposition de résolution de M. Bertaud tendant à admettre qu'en matière de recouvrement d'impôts aucun recours ne pourra être exercé contre les créanciers de l'Etat, p. 198.
- 205.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux, p. 198.
Voir: Assemblée nationale, n°s 12307, 12509 (1^{re} législ.).
- 206.** — Projet de loi portant ouverture de crédits en vue de couvrir les dépenses entraînées par le voyage du Président de la République, p. 199.
Voir: Assemblée nationale, n°s 12454, 12493 (1^{re} législ.).
- 207.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de crédits provisoires (dépenses civiles) et arrêtant certaines dispositions générales relatives à l'exécution du budget de l'exercice 1951, p. 199.
- 208.** — Proposition de résolution de M. Bernard Lafay tendant à assurer un meilleur contrôle de la gestion de la sécurité sociale, p. 199.
- 209.** — Rapport par M. Lassagne sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le crédit de 400 millions prévus au budget du ministère de l'éducation nationale comme contribution au régime de la sécurité sociale des étudiants, p. 250.
Voir: Conseil de la République, n° 198 (année 1951).
- 210.** — Rapport de M. Saint-Cyr sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux, p. 250.
Voir: Assemblée nationale, n°s 12307, 12509 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 205 (année 1951).
- 211.** — Projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois d'avril 1951 (dépenses militaires), p. 250.
- 212.** — Proposition de résolution de M. Dulin invitant le Gouvernement à reviser sa politique agricole, p. 251.
- 213.** — Proposition de résolution de M. Monichon tendant à inviter le Gouvernement à relever les maxima dans les limites desquels les communes et les établissements communaux de bienfaisance ou d'assistance sont autorisés à passer des marchés de gré à gré et à effectuer des achats sur simples factures, p. 251.
- 214.** — Avis de la commission des finances par M. Jacques Delo-Bridel sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux, p. 251.
Voir: Assemblée nationale, n°s 12307, 12509 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n°s 205, 210 (année 1951).
- 215.** — Rapport de M. Jean Berthoin sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires (dépenses civiles) et arrêtant certaines dispositions générales relatives à l'exécution du budget de l'exercice 1951, p. 251.
Voir: Assemblée nationale, n°s 12545, 12585 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 207 (année 1951).
- 216.** — Rapport par M. Jean Berthoin sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois d'avril 1951 (dépenses militaires), p. 251.
Voir: Assemblée nationale, n°s 12545, 12585 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 211 (année 1951).
- 217.** — Avis de la commission de la défense nationale par M. Rotinat sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois d'avril 1951 (dépenses militaires), p. 251.
Voir: Assemblée nationale, n°s 12545, 12585 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n°s 211, 216 (année 1951).
- 218.** — Rapport de M. Jean Berthoin sur le projet de loi portant ouverture de crédits en vue de couvrir les dépenses entraînées par le voyage du Président de la République aux Etats-Unis et au Canada, p. 251.
Voir: Assemblée nationale, n°s 12454, 12493 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 206 (année 1951).
- 219.** — Rapport de M. Dulin sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reviser sa politique agricole, p. 252.
Voir: Conseil de la République, n° 212 (année 1951).
- 220.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (travail et sécurité sociale), p. 252.

221. — Proposition de résolution de M. Jean Bertaud tendant à inviter le Gouvernement à amender les dispositions de l'article 2 de la loi du 2 août 1949 relatives aux règlements des dommages de guerre et aux droits des sinistrés, p. 253.

222. — Projet de loi portant modification de l'ordonnance relative à l'enfance délinquante, p. 253.
Voir: Assemblée nationale, nos 6143, 10613, 11065, 11294 (1^{re} législ.).

223. — Avis de la commission de l'intérieur par M. Le Basser sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils de 1951 (intérieur), p. 257.

Voir: Assemblée nationale, nos 11041, 12008, 12049, 12073, 12187 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 907 (année 1950), 149, 477 (année 1951).

224. — Proposition de résolution de M. Delalande tendant à venir en aide aux victimes de la tornade qui a ravagé la Mayenne, p. 257.

225. — Rapport de M. Maurice Walker sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (aviation civile et commerciale), p. 257.

Voir: Assemblée nationale, nos 11044, 12070, 12179, 12222 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 907 (année 1950), 188 (année 1951).

226. — Rapport de M. Lucien de Gracia sur la proposition de loi tendant à compléter la réglementation du commerce d'importation des produits de la pêche, p. 264.

Voir: Assemblée nationale, nos 8992, 11572 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 139 (année 1951).

227. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (services financiers), p. 264.

Voir: Assemblée nationale, nos 11038, 12010, 12093, 12115 (1^{re} législ.).

228. — Projet de loi tendant à modifier la loi relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale, p. 267.

Voir: Assemblée nationale, nos 10948, 11715, 12155, 12272, 12511, 12528, 12565, 12610, 12615 (1^{re} législ.).

229. — Projet de loi étendant à la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion la législation relative aux chambres de commerce, p. 268.

Voir: Assemblée nationale, nos 10884, 12334 (1^{re} législ.).

230. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant abrogation du deuxième alinéa de l'article 4 de la loi modifiant l'article 340 du code civil, p. 269.

Voir: Assemblée nationale, nos 9062, 12286 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 33 (année 1950).

231. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à ouvrir un crédit pour venir en aide aux marins pêcheurs de Saint-Jean-de-Luz, p. 269.

Voir: Assemblée nationale, nos 12351, 12485, 12520 (1^{re} législ.).

232. — Projet de loi relatif à la culture de la chicorée à café, p. 269.

Voir: Assemblée nationale, nos 11457, 12402, 12538 (1^{re} législ.).

233. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (présidence du conseil), p. 269.

Voir: Assemblée nationale, nos 11043, 11923, 12044, 12144, 12354, 12676 (1^{re} législ.).

234. — Projet de loi portant ratification de la convention pour la conclusion de la construction d'un pont sur la Seine à Tancarville, p. 272.

Voir: Assemblée nationale, nos 11743, 12321 (1^{re} législ.).

235. — Projet de loi relatif à la procédure de codification des textes concernant les pensions de retraite, p. 272.

Voir: Assemblée nationale, nos 12165, 12487 (1^{re} législ.).

236. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (services des affaires allemandes et autrichiennes), p. 273.

Voir: Assemblée nationale, nos 11034, 12390 (1^{re} législ.).

237. — Projet de loi étendant aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion les dispositions de la législation européenne sur les warrants agricoles, p. 273.

Voir: Assemblée nationale, nos 11077, 12566 (1^{re} législ.).

238. — Projet de loi assurant la sécurité dans les établissements de natation, p. 274.

Voir: Assemblée nationale, nos 9720, 12353 (1^{re} législ.).

239. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 4 de la loi relative au dégageant des cadres, p. 274.

Voir: Assemblée nationale, nos 6735, 6840, 6929, 11475, 12245, 12612 (1^{re} législ.).

240. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à proroger le délai prévu par l'article 3 de la loi relative au statut des combattants volontaires de la Résistance, p. 274.

Voir: Assemblée nationale, nos 12543, 12608 (1^{re} législ.).

241. — Rapport de M. Biatarana sur la proposition de loi tendant à compléter la loi relative aux mauvais traitements exercés envers les animaux domestiques, p. 275.

Voir: Assemblée nationale, nos 9839, 10761, 11780 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 84 (année 1951).

242. — Rapport de M. Courrière sur la proposition de loi tendant à ouvrir un crédit pour venir en aide aux marins pêcheurs des conserveries de Saint-Jean-de-Luz, p. 275.

Voir: Assemblée nationale, nos 12351, 12485, 12520 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 231 (année 1951).

243. — Rapport de M. Jean Maroger sur le projet de loi tendant à ratifier la convention signée entre la France et la Grande-Bretagne en vue d'éviter les doubles impositions, p. 275.

Voir: Assemblée nationale, nos 11922, 12025 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 119 (année 1951).

244. — Rapport de M. Jean Maroger sur le projet de loi tendant à ratifier un avenant à la convention franco-suédoise en vue d'éviter les doubles impositions, p. 276.

Voir: Assemblée nationale, nos 11896, 12026 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 120 (année 1951).

245. — Proposition de loi de M. Denvers tendant à exonérer les patrons pêcheurs payés « à la part » du versement forfaitaire de 5 p. 100, p. 276.

246. — Rapport de M. Rabouin sur le projet de loi tendant à interdire aux agents d'affaires de se prévaloir du titre d'ancien magistrat, p. 277.

Voir: Assemblée nationale, nos 11002, 12033 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 133 (année 1951).

247. — Rapport de M. Michel Madelin sur le projet de loi tendant à constituer des détachements de météorologie affectés à certaines grandes unités de l'armée de l'air, p. 277.

Voir: Assemblée nationale, nos 11845, 12151 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 123 (année 1951).

248. — Proposition de résolution de M. Tharradin tendant à inviter le Gouvernement à organiser d'urgence le reclassement professionnel des militaires rapatriés d'Indochine, rendus à la vie civile, p. 278.

249. — Rapport de M. Avinin sur le projet de loi tendant à modifier la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale, p. 278.

Voir: Assemblée nationale, nos 10948, 11717, 12155, 12272, 12511, 12528, 12565, 12610, 12615 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 228 (année 1951).

250. — Projet de loi modifiant les articles 196 et 234 du code d'instruction criminelle, p. 278.

Voir: Assemblée nationale, nos 8199, 12622 (1^{re} législ.).

251. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (radiodiffusion française), p. 279.

Voir: Assemblée nationale, nos 11049, 12530 (1^{re} législ.).

252. — Rapport de M. Abel-Durand, sur le projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale n° 94 concernant les clauses de travail dans les contrats passés par une autorité publique, p. 280.

Voir: Assemblée nationale, nos 10126, 12182 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 140 (année 1951).

253. — Rapport de M. Tharradin sur le projet de loi portant validation de l'acte dit loi fixant le délai imparti aux caisses autonomes de retraites pour le remboursement des majorations de rentes à la charge de l'Etat, p. 280.

Voir: Assemblée nationale, nos 4423, 12210 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 187 (année 1951).

254. — Projet de loi relatif à l'indemnisation des Alsaciens et Lorrains ayant contracté une invalidité dans le service allemand du travail, p. 280.

Voir: Assemblée nationale, nos 6182, 7949, 12633, 12736 (1^{re} législ.).

255. — Rapport de M. Pauly sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Finances. — II. Services financiers), p. 281.

Voir: Assemblée nationale, nos 11038, 12010, 12093, 12115 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 907 (année 1950), 227 (année 1951).

256. — Proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à réaliser une plus juste application de la loi relative à la fermeture des maisons de tolérance, p. 286.

257. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses d'équipement des services civils, p. 287.

Voir: Assemblée nationale, nos 11775, 12452, 12543, 12758, 12760, 12780 (1^{re} législ.).

258. — Projet de loi ayant pour objet de supprimer le cautionnement des courtiers maritimes, p. 291.

Voir: Assemblée nationale, nos 2915, 11645, 12617 (1^{re} législ.).

259. — Projet de loi modifiant le taux de compétence de diverses juridictions, p. 291.

Voir: Assemblée nationale, nos 4118, 6700, 7677, 7755, 8250, 10298, 11537, 12340 (1^{re} législ.).

260. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, modifiant les articles 383 et 384 du code pénal, p. 292.

Voir: Assemblée nationale, nos 12195, 12529 (1^{re} législ.).

261. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à rendre obligatoire la numérotation des mouvements de montres, p. 293.

Voir: Assemblée nationale, nos 11959, 12613 (1^{re} législ.).

262. — Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, créant des promotions hors concours dans la Légion d'honneur au profit d'anciens combattants de la guerre 1914-1918, en supplément de celles prévues par la loi n° 49-588 du 25 avril 1949, modifiée par la loi n° 50-917 du 9 août 1950, p. 293.

Voir: Assemblée nationale, nos 12306, 12586 (1^{re} législ.).

263. — Deuxième rapport de M. Monichon sur le projet de loi tendant à modifier la loi relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale, p. 293.

Voir: Assemblée nationale, nos 10948, 11717, 12155, 12272, 12511, 12528, 12565, 12610, 12615 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 228, 249 (année 1951).

264. — Projet de loi prorogeant la loi n° 50-398 du 3 avril 1950 portant organisation provisoire des transports maritimes, p. 296.

Voir: Assemblée nationale, nos 12159, 12704 (1^{re} législ.).

265. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à attribuer au ministre de la défense nationale un contingent exceptionnel de distinctions dans l'Ordre de la Légion d'honneur en faveur des aveugles de la Résistance, p. 296.

Voir: Assemblée nationale, nos 9418, 10058, 12587 (1^{re} législ.).

266. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au statut des personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi, p. 296.

Voir: Assemblée nationale, nos 11090, 11168, 11551, 12632, 12735 (1^{re} législ.).

267. — Rapport de M. Jean Berthoin sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses d'équipement des services civils, p. 297.

Voir: Assemblée nationale, nos 11775, 12152, 12513, 12758, 12760 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 907 (année 1950) et 257 (année 1951).

268. — Rapport de M. Jean Maroger, sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (affaires allemandes et autrichiennes), p. 312.

Voir: Assemblée nationale, nos 11034, 12390 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 907 (année 1950) et 236 (année 1951).

269. — Proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à la suppression de la contribution des patentes, p. 314.

270. — Projet de loi portant statut du personnel des communes, p. 314.

Voir: Assemblée nationale, nos 4401, 4288, 5361, 6366, 7747, 12786 (1^{re} législ.).

271. — Rapport de Darmanthé sur le projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les forêts, p. 319.

Voir: Assemblée nationale, nos 12166, 12404 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 179 (année 1951).

272. — Rapport de M. de Menditte sur le projet de loi portant ratification de la convention passée avec la chambre de commerce du Havre pour la construction d'un pont à Tancarville, p. 320.

Voir: Assemblée nationale, nos 11713, 12321 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 234 (année 1951).

273. — Rapport de M. Bernard Lafay sur le projet de loi relatif à la procédure de codification des textes concernant la pharmacie, p. 320.

Voir: Assemblée nationale, nos 11926, 12098 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 121 (année 1951).

274. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi prorogeant la loi n° 50-398 du 3 avril 1950, portant organisation provisoire des transports maritimes, p. 321.

Voir: Assemblée nationale, nos 12159, 12704 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 264 (année 1951).

275. — Projet de loi relatif à la mise en vente des appareils dangereux, p. 321.

Voir: Assemblée nationale, nos 6390, 12508 (1^{re} législ.).

276. — Proposition de résolution de M. Giacomoni tendant à attribuer l'allocation compensatrice de l'augmentation des loyers aux économiquement faibles, p. 324.

277. — Avis de M. Armengaud, sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses d'équipement des services civils, p. 322.

Voir: Assemblée nationale, nos 11775, 12152, 12513, 12758, 12760, 12780 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 907 (année 1950), 257 et 267 (année 1951).

278. — Rapport de M. Michel Yver sur le projet de loi relatif à la procédure de codification des textes concernant les pensions, p. 323.

Voir: Assemblée nationale, nos 12165, 12487 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 235 (année 1951).

279. — Rapport de M. Auberger sur la proposition de loi relative au statut des personnes contraintes au travail en pays ennemi, p. 323.

Voir: Assemblée nationale, nos 11090, 11168, 11551, 12632, 12735 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 266 (année 1950).

280. — Avis de la commission de la production industrielle, par M. Armengaud, sur le projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant la pharmacie, p. 324.

Voir: Assemblée nationale, nos 11926, 12098 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 121, 273 (année 1951).

281. — Proposition de résolution de M. Leccia tendant à étendre le bénéfice de l'article 4 de la loi du 2 août 1949 aux agents des poudreries nationales, p. 324.

282. — Projet de loi relatif à l'honorariat des anciens magistrats consulaires, p. 324.

Voir: Assemblée nationale, nos 10446, 12716 (1^{re} législ.).

283. — Projet de loi étendant aux territoires d'outre-mer la loi relative à la contrainte par corps, p. 325.

Voir: Assemblée nationale, nos 9158, 12657 (1^{re} législ.).

284. — Projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor, p. 325.

Voir: Assemblée nationale, nos 11817, 12394, 12490, 12675 (1^{re} législ.).

285. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter l'article 1590 du code civil, p. 331.

Voir: Assemblée nationale, nos 11188, 12113, 12804 (1^{re} législ.).

286. — Rapport de M. Minvielle sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils de 1952 (radiodiffusion française), p. 331.

Voir: Assemblée nationale, nos 11049, 12530 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 907 (année 1950) et 251 (année 1951).

287. — Rapport de M. Ferrant sur la proposition de résolution tendant à rétablir, en faveur des vieux métayers, le bénéfice de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, p. 332.

Voir: Conseil de la République, n° 170 (année 1951).

288. — Rapport de M. Hoefel sur le projet de loi étendant aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion les dispositions de la législation métropolitaine sur les warrants agricoles, p. 333.

Voir: Assemblée nationale, nos 11077, 12506 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 237 (année 1951).

289. — Projet de loi accordant une avance de trésorerie à la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines, p. 333.

Voir: Assemblée nationale, nos 12713, 12870 (1^{re} législ.).

290. — Projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les avenants nos 1 et 2 et l'accord complémentaire n° 5 à la convention générale entre la France et la Sarre sur la sécurité sociale, signés le 27 juillet 1950, p. 333.

Voir: Assemblée nationale, nos 11251, 12589 (1^{re} législ.).

291. — Rapport de M. Jean Berthoin sur le projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor, p. 334.

Voir: Assemblée nationale, nos 11817, 12394, 12490, 12675 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 907 (année 1950) et 284 (année 1951).

292. — Avis de la commission de l'agriculture, par M. Driant, sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses d'équipement des services civils pour l'exercice 1951, p. 355.

Voir: Assemblée nationale, nos 11775, 12152, 12513, 12758, 12760, 12780 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 257, 267, 277 (année 1951).

293. — Rapport de M. Radius sur le projet de loi relatif à l'indemnisation des Alsaciens et Lorrains ayant contracté une invalidité dans le service allemand du travail, p. 355.

Voir: Assemblée nationale, nos 6182, 7949, 12633, 12736 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 254 (année 1951).

294. — Rapport de M. Jean Malonga sur la proposition de résolution tendant à rendre obligatoire l'enseignement primaire en Afrique française, p. 355.

Voir: Conseil de la République, n° 173 (année 1951).

295. — Rapport de M. le général Corniglion-Molinier sur la proposition de loi relative au titre de « combattant volontaire », p. 356.

Voir: Assemblée nationale, nos 8818, 11373 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 102 (année 1951).

296. — Rapport de M. Saut sur le projet de loi étendant aux territoires d'outre-mer la loi complétant l'article 161 du code pénal, p. 356.

Voir: Assemblée nationale, nos 9155, 12125 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 184 (année 1951).

297. — Rapport de M. Saut sur le projet de loi tendant à rétablir dans les territoires d'outre-mer l'article 246 du code pénal dans le texte arrêté par la loi du 7 juillet 1948, p. 357.

Voir: Assemblée nationale, nos 9670, 12124 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 183 (année 1951).

298. — Rapport de M. Siaut sur le projet de loi instituant dans les territoires d'outre-mer un système de perception immédiate d'amendes forfaitaires, p. 357.
 Voir: Assemblée nationale, nos 11602, 12283 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 185 (année 1951).

299. — Proposition de résolution de M. le général Corniglion-Molinier tendant à fixer la date limite de recevabilité des propositions relatives aux questions de résistance, p. 357.

300. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à l'élection des députés dans les territoires d'outre-mer, p. 358.
 Voir: Assemblée nationale, nos 11113, 11309, 11357, 11825, 11929 (1^{re} législ.).

301. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (éducation nationale), p. 360.
 Voir: Assemblée nationale, nos 11037, 12695, 12923, 12934 (1^{re} législ.).

302. — Projet de loi relatif aux entreprises de crédit différé, p. 365.
 Voir: Assemblée nationale, nos 7942, 7943, 8303, 10493 (1^{re} législ.).

303. — Projet de loi portant déclaration d'utilité publique de la construction d'une autoroute de dégagement du Sud de la régionilloise, p. 366.
 Voir: Assemblée nationale, nos 12595, 12893 (1^{re} législ.).

304. — Projet de loi instituant un régime transitoire d'assurances sociales agricoles dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 366.
 Voir: Assemblée nationale, nos 9235, 11730, 12775 (1^{re} législ.).

305. — Rapport de M. Vauthier sur le projet de loi tendant à créer un poste de conseiller délégué à la protection de l'enfance à la cour d'appel d'Alger, p. 367.
 Voir: Assemblée nationale, nos 11257, 12375 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 181 (année 1951).

306. — Rapport de M. Delalande sur la proposition de loi relative à la compétence des juges de paix en matière de contrat de travail, p. 368.
 Voir: Assemblée nationale, nos 10499, 11630 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 81 (année 1951).

307. — Rapports de MM. André Diethelm et Avinin sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (présidence du conseil), p. 368.
 Voir: Assemblée nationale, nos 11043, 11923, 12041, 12144, 12354, 12676 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 907 (année 1950) et 233 (année 1951).

308. — Avis de la commission de la presse, par M. Gaspard, sur le projet de loi relatif au développement de crédits, services civils pour 1951 (radiodiffusion française), p. 373.
 Voir: Assemblée nationale, nos 11049, 12530 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 907 (année 1950), 251 et 286 (année 1951).

309. — Proposition de loi de M. Delalande portant modification de la loi sur la répression des attentats commis envers les enfants, p. 373.

310. — Rapport de M. Jacques Debû-Bridel sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (éducation nationale) (tome 1^{er}), p. 374, (tome second), p. 409.
 Voir: Assemblée nationale, nos 11037, 12695, 12923, 12934 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 907 (année 1950) et 301 (année 1951).

311. — Avis de la commission de la production industrielle, par M. Bousch, sur le projet de loi relatif au comptes spéciaux du Trésor, p. 418.
 Voir: Assemblée nationale, nos 11817, 12394, 12490, 12675, (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 284, 291 (année 1951).

312. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (France d'outre-mer), p. 420.
 Voir: Assemblée nationale, nos 12752, 12764 (1^{re} législ.).

313. — Rapport de M. Minvielle sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (travail), p. 421.
 Voir: Assemblée nationale, nos 11047, 12095, 12257, 12336, 12392 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 907 (année 1950) et 220 (année 1951).

314. — Projet de loi majorant à titre provisoire certaines prestations familiales, p. 423.
 Voir: Assemblée nationale, nos 12789, 12849, 12921 (1^{re} législ.).

315. — Projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois de mai 1951, p. 423.
 Voir: Assemblée nationale, nos 12992, 12998 (1^{re} législ.).

316. — Rapport par M. Jean Berthoin sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois de mai 1951, p. 426.
 Voir: Assemblée nationale, nos 12992, 12998 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 315 (année 1951).

317. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à surseoir aux expulsions de locataires, p. 426.
 Voir: Assemblée nationale, nos 10532, 12532 (1^{re} législ.).

318. — Rapport de M. Saint-Cyr sur le projet de loi majorant à titre provisoire certaines prestations familiales, p. 427.
 Voir: Assemblée nationale, nos 12789, 12849, 12921 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 311 (année 1951).

319. — Projet de loi tendant à modifier la loi relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale, p. 427.
 Voir: Assemblée nationale, nos 13019, 13029 (1^{re} législ.).

320. — Rapport supplémentaire par M. André Diethelm sur le projet de loi relatif au développement de crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Présidence du conseil), p. 429.
 Voir: Assemblée nationale, nos 11043, 11923, 12041, 12144, 12354, 12676 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 907 (année 1950), 233 et 307 (année 1951).

321. — Projet de loi relatif aux droits des membres participants des sociétés mutualistes mobilisés, p. 429.
 Voir: Assemblée nationale, nos 4122, 12209 (1^{re} législ.).

322. — Projet de loi tendant à ratifier la convention concernant la liberté syndicale, p. 429.
 Voir: Assemblée nationale, nos 11387, 12797 (1^{re} législ.).

323. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 84 de la loi portant codification des lois sur les habitations à loyer modéré, p. 430.
 Voir: Assemblée nationale, nos 11916, 12538 (1^{re} législ.).

324. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 201 du décret portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, p. 430.
 Voir: Assemblée nationale, nos 12778, 12899 (1^{re} législ.).

325. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 74 du décret sur la police des chemins de fer, p. 430.
 Voir: Assemblée nationale, nos 12058, 12807 (1^{re} législ.).

326. — Projet de loi complétant, en ce qui concerne les victimes de la guerre, la loi instituant l'ordre des géomètres experts, p. 431.
 Voir: Assemblée nationale, nos 10906, 12731 (1^{re} législ.).

327. — Projet de loi modifiant la loi portant organisation des corps d'officiers de l'armée de mer, p. 431.
 Voir: Assemblée nationale, nos 11994, 12730 (1^{re} législ.).

328. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter la loi portant statut des vins délimités de qualité supérieure, p. 431.
 Voir: Assemblée nationale, nos 12219, 12693 (1^{re} législ.).

329. — Projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délimitation du grand conseil de l'Afrique équatoriale française relative au code des douanes, p. 432.
 Voir: Assemblée nationale, nos 9875, 12853 (1^{re} législ.).

330. — Projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délimitation du grand conseil de l'Afrique occidentale française relative au régime de l'admission temporaire, p. 432.
 Voir: Assemblée nationale, nos 9873, 12859 (1^{re} législ.).

331. — Rapport de M. Saller sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (France d'outre-mer), p. 432.
 Voir: Assemblée nationale, nos 12752, 12764 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 907 (année 1950) et 312 (année 1951).

332. — Rapport de M. Boivin-Champeaux sur le projet de loi modifiant l'article 4 de la loi réglementant les courses de chevaux, p. 435.
 Voir: Assemblée nationale, nos 10219, 11782 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 150 (année 1951).

333. — Rapport de M. Robert Chevalier sur le projet de loi portant majoration de certaines rentes viagères, p. 436.
 Voir: Assemblée nationale, nos 312, 313, 1229, 2699, 2749, 2765, 2957, 3364, 4041, 4205, 4501, 5585, 9999, 10522, 10732, 10750, 10922, 12154, 12213 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 556 (année 1950) et 178 (année 1951).

334. — Projet de loi complétant l'article 38 de la loi sur la liberté de la presse, p. 440.
 Voir: Assemblée nationale, nos 6859, 11369, 12891 (1^{re} législ.).

335. — Rapport de M. Siaut sur le projet de loi étendant aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion la législation relative aux chambres de commerce, p. 440.
 Voir: Assemblée nationale, nos 10884, 12334 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 229 (année 1951).

336. — Rapport de M. Siaut sur la proposition de loi tendant à rendre obligatoire la numérotation des mouvements de montres, p. 440.
 Voir: Assemblée nationale, nos 11959, 12613 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 261 (année 1951).

337. — Rapport par M. Monichon sur le projet de loi tendant à modifier la loi 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale, p. 441.
 Voir: Assemblée nationale, nos 13019, 13020 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 319 (année 1951).

338. — Rapport de M. Dassaud sur la proposition de résolution tendant à créer un centre national de rééducation fonctionnelle des mutilés, p. 441.

Voir: Conseil de la République, n° 519 (année 1950).

339. — Rapport de M. Naveau sur le projet de loi relatif à la culture de la chicorée à café, p. 442.

Voir: Assemblée nationale, nos 11457, 12402, 12538 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 232 (année 1951).

340. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (caisse nationale d'épargne), p. 443.

Voir: Assemblée nationale, nos 11048, 12492, 12902, 12919 (1^{re} législ.).

341. — Rapport de M. Robert Chevalier sur la proposition de loi tendant à proroger le délai prévu par l'article 3 de la loi relative au statut des combattants volontaires de la Résistance, p. 444.

Voir: Assemblée nationale, nos 12543, 12608 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 240 (année 1951).

342. — Rapport de M. Robert Chevalier sur la proposition de loi tendant à la remise d'un diplôme d'honneur aux familles des « morts pour la France » de la guerre 1939-1945, p. 444.

Voir: Assemblée nationale, nos 11557, 12225 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 190 (année 1951).

343. — Projet de loi instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer, p. 444.

Voir: Assemblée nationale, nos 1434, 3501, 3683, 4544, 4942, 6749, 7072, 8281, 9285, 10913, 12239, 13013, 13024 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 252 (année 1950) et 179 (année 1951).

344. — Rapport de M. Marcel Molle sur le projet de loi portant modification de l'ordonnance relative à l'enfance délinquante, p. 455.

Voir: Assemblée nationale, nos 6143, 10013, 11065, 11294 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 222 (année 1951).

345. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi tendant à ratifier la convention entre la France et la Suisse relative à l'exercice de la profession d'expert comptable, p. 465.

Voir: Assemblée nationale, nos 11025, 12203 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 186 (année 1951).

346. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi tendant à ratifier la convention concernant les statistiques des salaires, p. 465.

Voir: Assemblée nationale, nos 6134, 12205 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 189 (année 1951).

347. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi concernant l'examen d'aptitude à l'emploi des enfants dans l'industrie, p. 465.

Voir: Assemblée nationale, nos 4994, 12208 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 200 (année 1951).

348. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (santé publique et population), p. 466.

Voir: Assemblée nationale, nos 11046, 12216, 12375, 12918 (1^{re} législ.).

349. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (postes, télégraphes et téléphones), p. 467.

Voir: Assemblée nationale, nos 11048, 12491, 12902, 12920 (1^{re} législ.).

350. — Projet de loi autorisant le remplacement de l'appellation d'officier radiotélégraphiste de la marine marchande par celle d'officier radioélectricien de la marine marchande, p. 469.

Voir: Assemblée nationale, nos 11921, 12969 (1^{re} législ.).

351. — Projet de loi modifiant l'article 5 de la loi fixant le régime des prestations familiales, p. 469.

Voir: Assemblée nationale, nos 7467, 9470, 12799 (1^{re} législ.).

352. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à accorder un délai aux infirmiers pour déposer la demande prévue par la loi du 8 avril 1946, p. 469.

Voir: Assemblée nationale, nos 12826, 12960 (1^{re} législ.).

353. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 41 de la loi portant codification des textes relatifs aux pouvoirs publics, p. 469.

Voir: Assemblée nationale, n° 12958 (1^{re} législ.).

354. — Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la nationalité française, p. 470.

Voir: Assemblée nationale, nos 9160, 11627, 12890 (1^{re} législ.).

355. — Projet de loi tendant à majorer les rentes viagères servies par la caisse de retraites des agents des chemins de fer secondaires, p. 470.

Voir: Assemblée nationale, nos 10299, 11881 (1^{re} législ.).

356. — Projet de loi tendant à ratifier les conventions concernant les congés payés des marins et le logement de l'équipage à bord, p. 470.

Voir: Assemblée nationale, nos 11098, 12847 (1^{re} législ.).

357. — Rapport de M. Bertaud sur le projet de loi assurant la sécurité dans les établissements de natation, p. 471.

Voir: Assemblée nationale, nos 9720, 12353 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 238 (année 1951).

358. — Rapport de M. Courrière sur le projet de loi accordant une avance de trésorerie à la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines, p. 471.

Voir: Assemblée nationale, nos 12713, 12870 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 289 (année 1951).

359. — Proposition de loi de M. Chalamon tendant à supprimer les droits de succession entre époux et en ligne directe pour les biens agricoles, p. 471.

360. — Proposition de loi de M. Hoeffel tendant à modifier l'article 29 de l'ordonnance relative au statut de la coopération agricole, p. 472.

361. — Rapport de M. Denvers sur la proposition de loi tendant à porter à 120.000 F l'allocation pour tierce personne des grands mutilés, p. 473.

Voir: Assemblée nationale, nos 8324, 9808, 12393 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 189 (année 1951).

362. — Proposition de loi de M. Longchambon portant ouverture d'un crédit destiné à porter secours aux Français expulsés des pays étrangers, p. 473.

363. — Proposition de résolution de M. Durand-Réville tendant à faire bénéficier les militaires des territoires d'outre-mer servant sur les théâtres d'opérations d'Extrême-Orient des mêmes droits que ceux de la métropole pour les congés de fin de campagne, p. 473.

364. — Proposition de résolution de M. Henri Maupou tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide d'urgence aux viticulteurs de Saône-et-Loire victimes des gelées et à indemniser ceux qui ont perdu pendant deux années consécutives la totalité de leur récolte, p. 474.

365. — Projet de loi relatif aux dépenses d'investissement (investissements économiques et sociaux), p. 474.

Voir: Assemblée nationale, nos 11766, 12028, 12698, 12820, 12933 (1^{re} législ.).

366. — Projet de loi relatif au report de crédits de l'exercice 1949 à l'exercice 1950, p. 476.

Voir: Assemblée nationale, nos 10943, 12570, 12888 (1^{re} législ.).

367. — Rapport de M. Bertaud sur le projet de loi portant déclassement de la ligne d'intérêt général de Marcq-Saint-Juvin à Dun-Doulcon, p. 492.

Voir: Assemblée nationale, nos 11432, 12214 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 182 (année 1951).

368. — Projet de loi portant réalisation d'un plan de 25 milliards d'économies, p. 492.

Voir: Assemblée nationale, nos 12226, 12931, 13092 (1^{re} législ.).

369. — Avis de la commission des finances par M. Courrière sur le projet de loi portant majoration de certaines rentes viagères et pensions, p. 494.

Voir: Assemblée nationale, nos 312, 313, 1229, 2699, 2749, 2765, 2957, 3363, 4014, 4205, 4501, 5585, 9999, 10522, 10750, 10922, 11732, 12154, 12213 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 556 (année 1950), 178 et 333 (année 1951).

370. — Rapport de M. Hoeffel sur le projet de loi instituant un régime transitoire d'assurances sociales agricoles dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle, p. 495.

Voir: Assemblée nationale, nos 9235, 11730, 12775 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 304 (année 1951).

371. — Rapport de M. Longchambon sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 201 du décret portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, p. 491.

Voir: Assemblée nationale, nos 12778, 12899 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 324 (année 1951).

372. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter l'article 6 de la loi portant statut des déportés, p. 491.

Voir: Assemblée nationale, nos 12015, 12518, 13078 (1^{re} législ.).

373. — Rapport de M. Marcilhacy sur le projet de loi relatif à la culture et au prix de la chicorée à café, p. 496.

Voir: Assemblée nationale, nos 11457, 12402, 12538 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 232 et 339 (année 1951).

374. — Rapport de M. Gaston Charlet sur le projet de loi modifiant les articles 196 et 234 du code d'instruction criminelle, p. 496.

Voir: Assemblée nationale, nos 8199, 12622 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 250 (année 1951).

375. — Rapport de M. Gaston Charlet sur la proposition de loi modifiant les articles 383 et 384 du code pénal, p. 496.

Voir: Assemblée nationale, nos 12195, 12529 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 260 (année 1951).

376. — Rapport de M. Jean Berthoin sur le projet de loi portant réalisation d'un plan de 25 milliards d'économies, p. 497.

Voir: Assemblée nationale, nos 12226, 12931, 13092, 13135 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 368 (année 1951).

377. — Rapport de M. Sclafar sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (P. T. T.), p. 507.

Voir: Assemblée nationale, nos 11048, 12191, 12902, 12920, 13072 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 907 (année 1950) et 349 (année 1951).

378. — Rapport de M. Sclafar sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (caisse nationale d'épargne), p. 512.

Voir: Assemblée nationale, nos 11048, 12192, 12902, 12919 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 907 (année 1950) et 340 (année 1951).

379. — Rapport de M. Clavier sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (santé publique), p. 514.
Voir: Assemblée nationale, nos 11046, 12216, 12675, 12918 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 907 (année 1950) et 348 (année 1951).

380. — Rapport de M. Reynouard sur le projet de loi relatif à l'honorariat des anciens magistrats consulaires, p. 517.
Voir: Assemblée nationale, nos 10446, 12746 (1^{re} législ.); Conseil de la République, no 282 (année 1951).

381. — Avis de la commission des moyens de communication par M. Lucien de Gracia sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (P. T. T.), p. 518.
Voir: Assemblée nationale, nos 11043, 12491, 12902, 12920, 13073 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 907 (année 1950) et 349, 377 (année 1951).

382. — Projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée nationale, p. 518.
Voir: Assemblée nationale, nos 13108, 13119 (1^{re} législ.).

383. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à l'aménagement des lotissements défectueux, p. 518.
Voir: Assemblée nationale, nos 118, 987, 2036, 2910, 9602 (1^{re} législ.).

384. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter les articles 37 et 38 de la loi relative à la nationalisation des combustibles minéraux, p. 520.
Voir: Assemblée nationale, nos 9286, 12516 (1^{re} législ.).

385. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier la loi sur les accidents du travail, p. 520.
Voir: Assemblée nationale, nos 10426, 12896 (1^{re} législ.).

386. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la procédure devant le juge de paix en matière de contestations nées à l'occasion des élections de délégués du personnel, p. 520.
Voir: Assemblée nationale, nos 10426, 12793 (1^{re} législ.).

387. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant création d'une société d'études d'économie mixte pour l'aménagement des régions comprises entre Rhône et Océan, p. 521.
Voir: Assemblée nationale, nos 10813, 13033 (1^{re} législ.).

388. — Projet de loi remplaçant la loi sur l'équipement rural, p. 521.
Voir: Assemblée nationale, nos 12024, 12971 (1^{re} législ.).

389. — Projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement (réparation des dommages de guerre), p. 522.
Voir: Assemblée nationale, nos 11766, 12023, 12594, 12820, 12932, 13212, 13215 (1^{re} législ.).

390. — Rapport par M. René Coty sur le projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée nationale, p. 526.
Voir: Assemblée nationale, nos 13108, 13119 (1^{re} législ.); Conseil de la République, no 382 (année 1951).

391. — Rapport de M. Delalande sur le projet de loi modifiant le taux de compétence de diverses juridictions, p. 526.
Voir: Assemblée nationale, nos 4118, 6700, 7677, 7755, 8250, 10298, 11537, 12340 (1^{re} législ.); Conseil de la République, no 259 (année 1951).

392. — Rapport de M. Bernard Lafay sur le projet de loi tendant à autoriser le transfert des débits de boissons sur les aérodromes civils, p. 527.
Voir: Assemblée nationale, nos 11023, 12022 (1^{re} législ.); Conseil de la République, no 130 (année 1951).

393. — Projet de loi portant répartition de l'indemnité globale accordée par l'Etat polonais aux ressortissants français touchés par la loi polonaise sur les nationalisations, p. 528.
Voir: Assemblée nationale, nos 8517, 9881, 10865, 12577, 12936 (1^{re} législ.).

394. — Projet de loi tendant à ratifier l'accord franco-hongrois relatif à certains intérêts français en Hongrie, p. 528.
Voir: Assemblée nationale, nos 11149, 11934 (1^{re} législ.).

395. — Projet de loi portant répartition de l'indemnité globale accordée par l'Etat hongrois aux Français dont les biens ont été affectés par les mesures de nationalisation, p. 528.
Voir: Assemblée nationale, nos 12581, 12935 (1^{re} législ.).

396. — Proposition de loi de M. Bernard Lafay instituant un statut des concierges des immeubles à usage d'habitation ou mixte, p. 529.

397. — Rapport de M. Jean-Marie Grenier sur le projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement (réparations des dommages de guerre), p. 529.
Voir: Assemblée nationale, nos 11766, 12023, 12694, 12820, 12932, 13212, 13215 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 907 (année 1950) et 389 (année 1951).

398. — Rapport supplémentaire de M. Rogier sur la proposition de résolution tendant à abroger la disposition illégale de l'arrêté concernant le paiement des émoluments aux secrétaires des conseils de prud'hommes, p. 545.
Voir: Conseil de la République, nos 425 (année 1950) et 159 (année 1951).

399. — Projet de loi tendant à ratifier l'accord franco-tchécoslovaque relatif à l'indemnisation de certains intérêts français en Tchécoslovaquie, p. 546.
Voir: Assemblée nationale, nos 11616, 11983, 12937, 12989 (1^{re} législ.).

400. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à étendre le bénéfice de la loi sur les irrigations aux adductions d'eau potable, p. 546.
Voir: Assemblée nationale, nos 8434, 13048 (1^{re} législ.).

401. — Rapport de M. Longchambon sur le projet de loi relatif à la répartition de l'indemnité globale forfaitaire accordée par l'Etat polonais aux ressortissants français touchés par la loi polonaise du 3 janvier 1946 sur les nationalisations, p. 517.
Voir: Assemblée nationale, nos 8517, 9881, 10865, 12577, 12936 (1^{re} législ.); Conseil de la République, no 393 (année 1951).

402. — Rapport de M. Jean Berthoin sur le projet de loi relatif au report de crédits de l'exercice 1949 à l'exercice 1950, p. 517.
Voir: Assemblée nationale, nos 10943, 12570, 12888 (1^{re} législ.); Conseil de la République, no 366 (année 1951).

403. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (finances et affaires économiques), p. 547.
Voir: Assemblée nationale, nos 11038, 12010, 12093, 13205 (1^{re} législ.).

404. — Proposition de résolution de M. Jean Bène tendant à accorder une aide efficace à un chai de stockage pilote intercoopératif, p. 549.

405. — Rapport de Mme Devaud sur la proposition de loi tendant à préciser pour le personnel des caisses d'épargne la portée de l'article 2 de la loi sur les conventions collectives, p. 519.
Voir: Assemblée nationale, nos 10503, 11733, 12180, 12319 (1^{re} législ.); Conseil de la République, no 191 (année 1951).

406. — Rapport de M. de Raincourt sur la proposition de loi tendant à étendre aux conseillers prud'hommes la loi permettant aux salariés membres d'un conseil général de participer aux délibérations de ce conseil, p. 549.
Voir: Assemblée nationale, nos 8414, 12211 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 803 (année 1950) et 201 (année 1951).

407. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi tendant à ratifier la convention concernant la liberté syndicale, p. 550.
Voir: Assemblée nationale, nos 11387, 12797 (1^{re} législ.); Conseil de la République, no 322 (année 1951).

408. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi tendant à ratifier les avenants à la convention entre la France et la Sarre sur la sécurité sociale, p. 550.
Voir: Assemblée nationale, nos 11251, 12589 (1^{re} législ.); Conseil de la République, no 290 (année 1951).

409. — Rapport de M. Tharradin sur la proposition de loi tendant à modifier la loi sur les accidents du travail, p. 550.
Voir: Assemblée nationale, nos 12435, 12993 (1^{re} législ.); Conseil de la République, no 385 (année 1951).

410. — Rapport de M. Tharradin sur le projet de loi relatif à la mise en vente des appareils dangereux, p. 551.
Voir: Assemblée nationale, nos 6390, 12508 (1^{re} législ.); Conseil de la République, no 275 (année 1951).

411. — Rapport de M. Yves Jaquen sur le projet de loi autorisant le remplacement de l'appellation d'officier radiotélégraphiste de la marine marchande par celle d'officier radioélectricien de la marine marchande, p. 551.
Voir: Assemblée nationale, nos 11921, 12869 (1^{re} législ.); Conseil de la République, no 350 (année 1951).

412. — Projet de loi relatif à la construction navale, p. 551.
Voir: Assemblée nationale, nos 13143, 13243 (1^{re} législ.).

413. — Rapport de M. Longchambon sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord franco-hongrois du 12 juin 1950 relatif à certains intérêts français en Hongrie et à l'exécution de certaines clauses du traité de paix, p. 552.
Voir: Assemblée nationale, nos 11149, 11934 (1^{re} législ.); Conseil de la République, no 394 (année 1951).

414. — Rapport de M. Longchambon sur le projet de loi relatif à la répartition de l'indemnité globale forfaitaire accordée par l'Etat hongrois aux ressortissants français dont les biens, droits et intérêts en Hongrie ont été affectés par les mesures de nationalisation, d'expropriation ou de restrictions d'un caractère similaire prises par l'Etat hongrois, ainsi qu'en exécution de certaines clauses du traité de paix, p. 552.
Voir: Assemblée nationale, nos 12581, 12935 (1^{re} législ.); Conseil de la République, no 395 (année 1951).

415. — Rapport de M. Longchambon sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord franco-tchécoslovaque du 2 juin 1950 relatif à l'indemnisation de certains intérêts français en Tchécoslovaquie et organisant la répartition de l'indemnité globale forfaitaire accordée par le gouvernement tchécoslovaque en vertu dudit accord, p. 552.
Voir: Assemblée nationale, nos 11616, 11983, 12937, 12989 (1^{re} législ.); Conseil de la République, no 399 (année 1951).

- 416.** — Rapport de M. Claparède sur la proposition de loi tendant à compléter la loi portant statut des vins délimités de qualité supérieure, p. 552.
 Voir: Assemblée nationale, nos 12219, 12693 (1^{re} législ.); Conseil de la République, no 328 (année 1951).
- 417.** — Rapport de M. Georges Laffargue sur le projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération du grand conseil de l'Afrique équatoriale française relative au code des douanes, p. 553.
 Voir: Assemblée nationale, nos 9875, 12658 (1^{re} législ.); Conseil de la République, no 329 (année 1951).
- 418.** — Rapport de M. Georges Laffargue sur le projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération du grand conseil de l'Afrique occidentale française relative à l'admission temporaire, p. 553.
 Voir: Assemblée nationale, nos 9873, 12859 (1^{re} législ.); Conseil de la République, no 330 (année 1951).
- 419.** — Rapport de M. Bourgeois sur la proposition de loi tendant à accorder un délai aux infirmiers et infirmières pour déposer la demande prévue à l'article 13 de la loi no 46-630 du 8 avril 1946 relative à l'exercice des professions d'assistantes ou d'auxiliaires de service social et d'infirmières ou d'infirmiers, modifié par la loi no 48-313 du 13 mai 1948, p. 553.
 Voir: Assemblée nationale, nos 12829, 12960 (1^{re} législ.); Conseil de la République, no 352 (année 1951).
- 420.** — Avis de la commission de la famille par M. René Dubois sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (santé publique et population), p. 553.
 Voir: Assemblée nationale, nos 11046, 12216, 12675, 12918 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 907 (année 1950), 346 et 379 (année 1951).
- 421.** — Projet de loi tendant à ratifier la convention concernant l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective, p. 551.
 Voir: Assemblée nationale, nos 11383, 13167 (1^{re} législ.).
- 422.** — Projet de loi tendant à ratifier la convention entre la France et la République fédérale d'Allemagne relative à la sécurité sociale, p. 551.
 Voir: Assemblée nationale, nos 11725, 13169 (1^{re} législ.).
- 423.** — Projet de loi relatif à la répression des crimes commis contre les enfants, p. 554.
 Voir: Assemblée nationale, nos 2839, 3170, 9709, 9765, 9830, 9932, 13043 (1^{re} législ.); Conseil de la République, no 250 (année 1950).
- 424.** — Rapport de M. Cornu sur la proposition de loi portant création d'une société d'études d'économie mixte pour l'aménagement des régions comprises entre Rhône et Océan, p. 555.
 Voir: Assemblée nationale, nos 10918, 13083 (1^{re} législ.); Conseil de la République, no 387 (année 1951).
- 425.** — Avis de la commission de la reconstruction par M. Chochoy sur le projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1951 (réparations des dommages de guerre et construction), p. 556.
 Voir: Assemblée nationale, nos 11766, 12023, 12694, 12820, 12932, 13212, 13215 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 389, 397 (année 1951).
- 426.** — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi relatif à la construction navale, p. 556.
 Voir: Assemblée nationale, nos 13143, 13243 (1^{re} législ.); Conseil de la République, no 412 (année 1951).
- 427.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (prestations familiales agricoles), p. 558.
 Voir: Assemblée nationale, nos 11994, 12730 (1^{re} législ.); Conseil de la République, no 327 (année 1951).
- 428.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (affaires économiques), p. 559.
 Voir: Assemblée nationale, nos 11935, 12766 (1^{re} législ.).
- 429.** — Rapport de M. François Schleiter sur le projet de loi modifiant la loi relative aux corps d'officiers de l'armée de mer, p. 561.
 Voir: Assemblée nationale, nos 11994, 12730 (1^{re} législ.); Conseil de la République, no 327 (année 1951).
- 430.** — Rapport de M. François Schleiter sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, créant des promotions hors concours dans la Légion d'honneur au profit d'anciens combattants de la guerre 1914-1918, en supplément de celles prévues par la loi no 49-583 du 25 avril 1949, modifiée par la loi no 50-917 du 9 août 1950, p. 561.
 Voir: Assemblée nationale, nos 12306, 12586 (1^{re} législ.); Conseil de la République, no 262 (année 1951).
- 431.** — Rapport de M. Vourch sur le projet de loi tendant à ratifier les conventions concernant les congés payés des marins et le logement de l'équipage à bord, p. 561.
 Voir: Assemblée nationale, nos 11098, 12847 (1^{re} législ.); Conseil de la République, no 356 (année 1951).
- 432.** — Rapport de M. Driant, sur le projet de loi remplaçant la loi sur l'équipement rural, p. 561.
 Voir: Assemblée nationale, nos 12024, 12971 (1^{re} législ.); Conseil de la République, no 388 (année 1951).
- 433.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (anciens combattants), p. 562.
 Voir: Assemblée nationale, nos 11036, 12949, 12997 (1^{re} législ.).
- 434.** — Projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au titre des dépenses militaires pour l'exercice 1950, p. 564.
 Voir: Assemblée nationale, nos 11935, 12766 (1^{re} législ.).
- 435.** — Rapport de M. Pauly sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (finances et affaires économiques), p. 565.
 Voir: Assemblée nationale, nos 11038, 12010, 12093, 13205 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 907 (année 1950), 403 (année 1951).
- 436.** — Rapport de M. Pellenc sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1951 (investissements économiques et sociaux), p. 566.
 Voir: Assemblée nationale, nos 11766, 12028, 12698, 12820, 12932, (1^{re} législ.); Conseil de la République, no 365 (année 1951).
- 437.** — Avis de la commission de la production industrielle par M. Vanrullen sur le projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1951 (investissements économiques et sociaux), p. 581.
 Voir: Assemblée nationale, nos 11766, 12028, 12698, 12820, 12932 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 365, 436 (année 1951).
- 438.** — Rapport de M. Léo Hamon sur la proposition de loi relative aux conditions de dégradation des cadres de magistrats, p. 581.
 Voir: Assemblée nationale, nos 6735, 6840, 6929, 11475, 12245, 12612 (1^{re} législ.); Conseil de la République, no 239 (année 1951).
- 439.** — Projet de loi relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Sétif, p. 583.
 Voir: Assemblée nationale, nos 12172, 13196 (1^{re} législ.).
- 440.** — Projet de loi modifiant l'article 1^{er} de la loi portant relèvement des pensions allouées aux sapeurs-pompiers, p. 583.
 Voir: Assemblée nationale, nos 11885, 12975 (1^{re} législ.).
- 441.** — Projet de loi étendant à la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion et la Guyane, la loi relative à la classification des aérodromes, p. 583.
 Voir: Assemblée nationale, nos 10103, 11658 (1^{re} législ.).
- 442.** — Projet de loi relatif à l'introduction, à la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion, de la loi sur la surveillance des établissements de bienfaisance privés, p. 583.
 Voir: Assemblée nationale, nos 7515, 13195 (1^{re} législ.).
- 443.** — Projet de loi concernant la procédure de codification des textes relatifs aux instruments monétaires, p. 584.
 Voir: Assemblée nationale, nos 13151, 13218 (1^{re} législ.).
- 444.** — Projet de loi tendant à ratifier la convention concernant les travailleurs frontaliers, p. 581.
 Voir: Assemblée nationale, nos 11928, 13168 (1^{re} législ.).
- 445.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au transfert au Panthéon du corps du professeur Hyacinthe Vincent, p. 584.
 Voir: Assemblée nationale, nos 11582, 13047 (1^{re} législ.).
- 446.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au branchement à l'égout dans l'agglomération rouennaise, p. 581.
 Voir: Assemblée nationale, nos 12371, 13062 (1^{re} législ.).
- 447.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à inclure, en Algérie, le cadre spécial des instituteurs dans le cadre normal, p. 584.
 Voir: Assemblée nationale, nos 12981, 13039, 13212 (1^{re} législ.).
- 448.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, prorogeant la loi sur l'organisation du travail de manutention dans les ports, p. 586.
 Voir: Assemblée nationale, nos 13150, 13159 (1^{re} législ.).
- 449.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant organisation du département de la Guyane, p. 586.
 Voir: Assemblée nationale, nos 8781, 13014, 13074, 13170 (1^{re} législ.).
- 450.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à instituer des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris part à la Résistance, p. 587.
 Voir: Assemblée nationale, nos 570, 4752, 5482, 5723, 10164, 12976 (1^{re} législ.).
- 451.** — Projet de loi de finances pour l'exercice 1951, p. 588.
 Voir: Assemblée nationale, nos 12850, 13261, 13293 (1^{re} législ.).
- 452.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires (défense nationale), p. 595.
 Voir: Assemblée nationale, nos 11764, 13138, 13144, 13178, 13203, 13204, 13222, 13265, 13295 (1^{re} législ.).

453. — Rapport de M. Pierre Boudet sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires (défense nationale), p. 607.

Voir: Assemblée nationale, nos 11764, 13138, 13144, 13178, 13203, 13204, 13222, 13263, 13295 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 907 (année 1950) et 452 (année 1951).

454. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires (France d'outre-mer et Etats associés), p. 618.

Voir: Assemblée nationale, nos 11765, 13300 (1^{re} législ.).

455. — Rapport par M. Valle sur la proposition de loi tendant à inclure, en Algérie, le cadre spécial des instituteurs dans le cadre normal, p. 620.

Voir: Assemblée nationale, nos 12981, 13039, 13212 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 447 (année 1951).

456. — Rapport par M. Diethelm sur le projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au titre des dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950, p. 620.

Voir: Assemblée nationale, nos 11935, 12766 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 434 (année 1951).

457. — Rapport par M. Diethelm sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement pour l'exercice 1951 (France d'outre-mer et Etats associés), p. 621.

Voir: Assemblée nationale, nos 11765, 13300 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 454 (année 1951).

458. — Projet de loi portant modification des articles 48 à 59 de la loi sur les dommages de guerre, p. 621.

Voir: Assemblée nationale, nos 7866, 40301, 13252 (1^{re} législ.).

459. — Rapport de M. Pierre Boudet sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (budget annexe des prestations familiales agricoles), p. 622.

Voir: Assemblée nationale, nos 11035, 12972, 13175 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 907 (année 1950), 427 (année 1951).

460. — Rapport de M. Chapalain sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (anciens combattants et victimes de la guerre), p. 622.

Voir: Assemblée nationale, nos 11036, 12949, 12997 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 907 (année 1950) et 433 (année 1951).

461. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Etats associés. — I. — Dépenses civiles), p. 622.

Voir: Assemblée nationale, nos 13045, 13269 (1^{re} législ.).

462. — Proposition de loi de M. Léo Hamon portant modification de l'ordonnance relative aux frais de mission des maires, p. 623.

463. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale relative à la prorogation de certains baux de locaux à usage commercial, p. 625.

Voir: Assemblée nationale, nos 12895, 13015 (1^{re} législ.).

464. — Proposition de loi de M. Marius Moutet tendant à suspendre les effets du décret supprimant le tribunal de première instance de Die, p. 626.

465. — Projet de loi portant modification de la loi relative à la construction d'un pipe-line entre la Basse-Seine et la région parisienne, p. 626.

Voir: Assemblée nationale, nos 12593, 13094 (1^{re} législ.).

466. — Projet de loi portant ouverture de crédits pour la sixième session de l'assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, p. 627.

Voir: Assemblée nationale, nos 13141, 13318 (1^{re} législ.).

467. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à proroger la loi maintenant dans les lieux les locataires dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane, p. 627.

Voir: Assemblée nationale, nos 13267, 13309 (1^{re} législ.).

468. — Rapport de M. Diethelm sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Etats associés. — I. — Dépenses civiles), p. 627.

Voir: Assemblée nationale, nos 12269, 13045 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 907 (année 1950), 461 (année 1951).

469. — Rapport par M. Alric sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (affaires économiques), p. 627.

Voir: Assemblée nationale, nos 11038, 12762, 13032, 13262, 13280 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 428 (année 1951).

470. — Rapport de M. Liotard sur la proposition de loi relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale, dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, p. 627.

Voir: Assemblée nationale, nos 11113, 11309, 11357, 11825, 12929 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 300 (année 1951).

471. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, concernant la prorogation de la durée des droits de propriété littéraire et artistique, p. 628.

Voir: Assemblée nationale, nos 2704, 7200, 8027, 12648 (1^{re} législ.).

472. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 14 de la loi du 1^{er} juin 1924, mettant en vigueur la législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, p. 628.

Voir: Assemblée nationale, nos 13126, 13184 (1^{re} législ.).

473. — Projet de loi portant création d'un établissement professionnel de l'industrie aéronautique, p. 628.

Voir: Assemblée nationale, nos 12604, 13166 (1^{re} législ.).

474. — Projet de loi portant prorogation de l'homologation d'une coïncision professionnelle, p. 629.

Voir: Assemblée nationale, nos 13211, 13303 (1^{re} législ.).

475. — Rapport de M. Boivin-Champeaux sur la proposition de loi relative à la prorogation de certains baux de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal, p. 629.

Voir: Assemblée nationale, nos 12895, 13015 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 463 (année 1951).

476. — Proposition de loi de M. Cornu tendant à modifier les lois du 4 janvier 1813 et du 19 décembre 1945 réglementant les conditions d'admission à l'honorariat des notaires, p. 629.

477. — Rapport de M. Péridier sur le projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la nationalité française relatives à l'acquisition de la nationalité française par le mariage, p. 629.

Voir: Assemblée nationale, nos 9160, 11627, 12890 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 354 (année 1951).

478. — Rapport de M. Lieutaud sur le projet de loi portant ouverture d'une première tranche de crédits en vue de la préparation de la sixième session de l'assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, p. 629.

Voir: Assemblée nationale, nos 13141, 13318 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 466 (année 1951).

479. — Avis de la commission des pensions par M. Giauque sur la proposition de loi relative aux conditions de dégrèvement des cadres, p. 629.

Voir: Assemblée nationale, nos 6735, 6840, 6929, 11475, 12215, 12612 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 239, 438 (année 1951).

480. — Rapport de M. Kalb sur la proposition de loi tendant à modifier la loi mettant en vigueur la législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, p. 630.

Voir: Assemblée nationale, nos 13126, 13184 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 472 (année 1951).

481. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à réglementer l'indemnisation des propriétaires dont les immeubles font l'objet d'opérations d'utilité publique, p. 630.

482. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à permettre la prise de possession immédiate des terrains expropriés par les offices publics d'habitation, p. 630.

483. — Avis de la commission de l'agriculture par M. Saint-Cyr sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (budget des prestations familiales agricoles), p. 630.

Voir: Assemblée nationale, nos 11035, 12972, 13175 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 427, 459 (année 1951).

484. — Rapport par M. Saint-Cyr sur le projet de loi portant création d'un établissement de formation professionnelle de l'industrie aéronautique, p. 630.

Voir: Assemblée nationale, nos 12604, 13166 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 473 (année 1951).

485. — Proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à permettre la réalisation d'urgence d'un plan de relogement de la ville de Paris, p. 631.

486. — Proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à la réforme de la taxe locale, p. 631.

487. — Avis de la commission de la France d'outre-mer par M. Durand-Réville sur la proposition de loi relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale, dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, p. 631.

Voir: Assemblée nationale, nos 11113, 11309, 11357, 11825, 12929 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 300, 470 (année 1951).

488. — Rapport de M. Alric sur le projet de loi de finances pour l'exercice 1951, p. 631.

Voir: Assemblée nationale, nos 12820, 13261, 13293 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 451 (année 1951).

489. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à rendre applicable aux personnels des hôpitaux psychiatriques autonomes la loi relative aux pensions civiles et militaires, p. 631.

Voir: Assemblée nationale, nos 10624, 12020 (1^{re} législ.).

490. — Rapport de M. Pernot sur la proposition de loi tendant à proroger la loi maintenant dans les lieux les locataires ou occupants des locaux d'habitation dans les départements d'outre-mer et fixant les prix des loyers applicables, p. 631.

Voir: Assemblée nationale, nos 13267, 13309 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 467 (année 1951).

491. — Rapport de M. de Villoutreys sur le projet de loi portant modification de la loi relative à la construction d'un pipe-line entre la Basse-Seine et la région parisienne et à la création d'une société de transports pétroliers par pipe-line, p. 631.

Voir: Assemblée nationale, nos 12593, 13094 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 465 (année 1951).

492. — Projet de loi de finances pour l'exercice 1951, p. 631.
Voir: Assemblée nationale, nos 13357, 13358 (1^{re} législ.).
493. — Rapport de M. de Montalembert sur le projet de loi de finances pour l'exercice 1951, p. 638.
Voir: Assemblée nationale, nos 13357, 13358 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 492 (année 1951).
494. — Proposition de loi de M. Paumelle tendant à modifier l'article 181 du code général des impôts directs, p. 638.
495. — Proposition de résolution de M. Paumelle tendant à augmenter l'allocation d'alcool en franchise des bouilleurs de cru, p. 638.
496. — Rapport de M. Jean de Gouyon sur la proposition de résolution tendant à accorder une aide financière au comité d'érection d'un monument à la mémoire des victimes de la frégate « Laplace », p. 638.
Voir: Conseil de la République, n° 471 (année 1951).
497. — Rapport de M. Louis Ignacio Pinto sur la proposition de loi déposée au Conseil de la République et adoptée par l'Assemblée nationale, portant abrogation du deuxième alinéa de l'article 4 de la loi du 16 novembre 1912 modifiant l'article 340 du code civil, p. 640.
Voir: Assemblée nationale, nos 9062, 12286 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 36 (année 1950) et 230 (année 1951).
498. — Deuxième rapport de Mme Jane Vialle sur la proposition de loi relative à l'article 340 du code civil, p. 640.
Voir: Assemblée nationale, nos 9062, 12286 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 36 (année 1950), 230 et 497 (année 1951).
499. — Proposition de loi de M. Saller tendant à déterminer le mode de fixation de la parité du franc C. F. A., p. 640.
500. — Proposition de loi de M. Saller relative au statut des chefs autochtones en Afrique, p. 641.
501. — Proposition de loi de M. Marius Moutet tendant à suspendre les effets du décret supprimant le tribunal de première instance de Die, p. 642.
502. — Proposition de résolution de M. Jean Geoffroy relative au régime fiscal des fruits et légumes, p. 643.
503. — Proposition de loi de M. Monichon tendant à modifier la loi relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale, p. 643.
504. — Proposition de résolution de M. Martial Brousse tendant à prendre les mesures nécessaires en vue d'obtenir une production suffisante de blé, p. 645.
505. — Reprise par M. Ousmane Socé Diop de la proposition de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun et au Togo, p. 645.
Voir: Conseil de la République, n° 351 (année 1947).
506. — Proposition de loi de M. Ousmane Socé Diop tendant à créer en Afrique française une cantine scolaire, p. 646.
507. — Proposition de loi de M. Ousmane Socé Diop tendant à créer en Afrique française une institution nationale des invalides de la France d'outre-mer, p. 647.
508. — Proposition de loi de M. Ousmane Socé Diop tendant à garantir les droits fonciers des indigènes en Afrique française, p. 647.
509. — Proposition de loi de M. Ousmane Socé Diop tendant à rendre applicable aux territoires d'outre-mer la loi portant aménagement de certaines dispositions de la réglementation des changes, p. 648.
510. — Proposition de loi de M. Ousmane Socé Diop tendant à instituer en Afrique française des sociétés coopératives africaines de construction, p. 649.
511. — Proposition de loi de M. Delalande abrogeant les conditions exceptionnelles d'arrestation des contrevenants en matière de contributions indirectes, p. 651.
512. — Proposition de loi de M. Durand-Réville tendant à déterminer la situation, au point de vue fiscal, des sociétés exerçant leur activité dans l'Union française, p. 651.
513. — Proposition de résolution de M. Courrière tendant à accorder une aide aux victimes des orages de grêle de l'Aude, p. 651.
514. — Rapport de M. Pinton sur le projet de loi tendant à majorer les rentes viagères servies par la caisse de retraites des agents des chemins de fer secondaires, p. 654.
Voir: Assemblée nationale, nos 10299, 11881 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 355 (année 1951)
515. — Rapport de M. Bouquerel sur le projet de loi portant déclaration d'utilité publique de la construction d'une autoroute de dégagement du Sud de la région lilloise, p. 654.
Voir: Assemblée nationale, nos 12595, 12893 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 303 (année 1951).
516. — Rapport de M. Bertaud sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale tendant à modifier l'article 74 du décret sur la police des chemins de fer, p. 655.
Voir: Assemblée nationale, nos 12068, 12807 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 325 (année 1951).
517. — Proposition de loi de M. Patient tendant au rétablissement d'une cour d'appel autonome en Guyane, p. 656.
518. — Proposition de loi de M. Chalamon tendant à supprimer les droits de succession entre époux et en ligne directe pour les biens agricoles, p. 657.
519. — Proposition de résolution de M. Alex Roubert tendant à venir en aide aux victimes de la tornade qui a ravagé l'arrondissement de Grasse, p. 658.
520. — Proposition de résolution de M. Méric tendant à venir en aide aux populations de la Haute-Garonne victimes des orages, p. 659.
521. — Proposition de loi de M. Georges Maurice relative aux communications du texte officiel des émissions de radiodiffusion mettant des tiers en cause, p. 659.
522. — Proposition de loi de M. Denvers tendant à modifier la loi relative au régime d'assurance des marins, p. 659.
523. — Proposition de loi de M. Denvers relative aux droits à pension proportionnelle des anciens marins du commerce invalides de guerre, p. 660.
524. — Proposition de loi de M. Denvers tendant à exonérer les patrons pêcheurs payés « à la part » du versement forfaitaire de 5 p. 100, p. 660.
525. — Proposition de loi de M. Landry tendant à organiser un contrôle effectif sur l'action sanitaire et sociale confiée aux caisses de sécurité sociale, p. 661.
526. — Proposition de loi de M. Landry tendant à rétablir la subvention au profit de la Corse, p. 661.
527. — Proposition de loi de M. Chazette concernant les justices de paix des stations thermales, p. 663.
528. — Proposition de loi de M. Chazette tendant à compléter les articles de la loi sur les loyers concernant le droit de reprise, p. 663.
529. — Proposition de loi de M. Chazette tendant à compléter l'article 23 de la loi du 19 octobre 1946 en faveur des diminués physiques, p. 663.
530. — Proposition de loi de M. Boulangé tendant à permettre la validation pour la retraite de certains services accomplis par les fonctionnaires des préfectures, p. 664.
531. — Proposition de loi de M. Dulin portant modification de l'ordonnance relative au statut de la coopération agricole, p. 664.
532. — Proposition de loi de M. Dulin portant création d'attachés agricoles, p. 667.
533. — Proposition de loi de M. Delalande portant modification de la loi sur la répression des attentats commis envers les enfants, p. 668.
534. — Proposition de loi de M. Rabouin tendant à permettre une révision exceptionnelle des listes électorales, p. 669.
535. — Proposition de loi de M. Verdelle tendant à modifier les lois concernant la pêche à la ligne, p. 669.
536. — Proposition de loi de M. Longchambon portant ouverture d'un crédit destiné à porter secours aux Français expulsés des pays étrangers, p. 670.
537. — Proposition de loi de M. Mamadou Dia tendant à modifier, en faveur des étudiants de l'Union française, l'âge limite fixé par la loi étendant aux étudiants les assurances sociales, p. 670.
538. — Proposition de résolution de M. Boulangé tendant à venir en aide aux populations du territoire de Belfort, éprouvées par les orages, p. 670.
539. — Demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République, p. 671.
540. — Proposition de loi de M. Armengaud instituant des licences obligatoires d'exploitation des brevets d'invention, p. 671.
541. — Proposition de loi de M. Armengaud tendant à aménager les rapports commerciaux entre Electricité de France et les producteurs d'énergie électrique exclus de la nationalisation, p. 672.
542. — Proposition de loi de M. Armengaud tendant à permettre l'accroissement de la production de l'énergie électrique, p. 673.
543. — Proposition de loi de M. Armengaud tendant à supprimer certaines atteintes à la liberté du commerce, p. 677.
544. — Proposition de loi de M. Armengaud sur les marques de fabrique, p. 678.
545. — Proposition de loi de M. Gaston Monnerville tendant à la création de « vergers de raisins de table », p. 681.
546. — Proposition de résolution de M. Grégory tendant à venir en aide aux agriculteurs des Pyrénées-Orientales victimes d'orages, p. 682.
547. — Proposition de résolution de M. Auberger tendant à venir en aide aux populations de l'Allier victimes des orages, p. 683.
548. — Proposition de résolution de M. Gabriel Tellier tendant à indemniser les victimes de l'orage de grêle d'Audruicq (Pas-de-Calais), p. 683.

549. — Proposition de loi de M. Mamadou M'Bodge tendant à établir une concordance universitaire entre les diplômes délivrés par les grandes écoles de l'Afrique occidentale française et les diplômes délivrés dans la métropole, p. 683.
550. — Proposition de loi de M. Amadou Doucouré tendant à rendre obligatoire la fréquentation des établissements scolaires dans tous les territoires d'outre-mer, p. 683.
551. — Proposition de loi de M. Amadou Doucouré tendant à incorporer dans l'armée coloniale les appelés de la deuxième portion du contingent en Afrique occidentale française, p. 684.
552. — Proposition de loi de M. Jacques Debû-Bridel tendant à accorder le bénéfice de l'amnistie aux anciens combattants de la guerre 1939-1945, p. 684.
553. — Proposition de résolution de M. Jacques Debû-Bridel tendant à prendre des mesures afin que les livraisons de charbon aux chantiers de la région parisienne soient faites en temps utile, p. 685.
554. — Proposition de résolution de M. Robert Gravier tendant à accorder une aide aux victimes des tornades qui ont ravagé la Meurthe-et-Moselle, p. 685.
555. — Proposition de loi de M. Boisronnd tendant à promouvoir certains aménagements au bénéfice des retraites mutualistes servies par les caisses d'anciens combattants, p. 685.
556. — Proposition de loi de M. Jacques Debû-Bridel portant modifications aux articles 592 et 593 du code de procédure civile, p. 686.
557. — Proposition de loi de M. Jacques Debû-Bridel portant extension à toutes les condamnations civiles et commerciales de la disposition du décret-loi du 17 juin 1938 relative au recouvrement des droits d'enregistrement, p. 686.
558. — Proposition de loi de M. Jacques Debû-Bridel portant modification du taux d'échelonnement et de la durée de la contrainte par corps, p. 687.
559. — Proposition de loi de M. Jacques Debû-Bridel portant modification à certains articles du code d'instruction criminelle, p. 687.
560. — Proposition de loi de M. Jacques Debû-Bridel tendant à modifier le régime de l'assurance judiciaire, p. 688.
561. — Proposition de loi de M. Jean Durand tendant à transférer aux juridictions de droit commun les attributions des tribunaux paritaires de baux à ferme, p. 689.
562. — Proposition de loi de M. Jean Durand tendant à modifier l'ordonnance relative à la fixation des prix des tabacs indigènes, p. 689.
563. — Proposition de loi de M. Durand-Réville tendant à instituer un code de la navigation fluviale dans les territoires d'outre-mer, p. 690.
564. — Proposition de loi de M. Durand-Réville tendant à modifier la loi relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale dans les territoires d'outre-mer, p. 695.
565. — Proposition de loi de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre tendant à encourager l'amélioration de l'habitat rural, p. 696.
566. — Proposition de résolution de M. Driant tendant à fixer, pour l'année 1951, le prix du blé à 3.900 F le quintal, p. 697.
567. — Proposition de résolution de M. François Schleiter tendant à accorder une aide aux victimes des tornades qui ont ravagé la Meuse, p. 697.
568. — Proposition de loi de M. Armengaud tendant à modifier les lois relatives à l'exercice de la pharmacie et aux brevets d'invention, p. 697.
569. — Proposition de résolution de M. Chochoy tendant à venir en aide aux victimes des orages de grêle qui se sont abattus sur le Pas-de-Calais, p. 700.
570. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi relatif aux droits des membres participants des sociétés mutualistes mobilisés, prisonniers de guerre, déportés, p. 700.
Voir: Assemblée nationale, nos 4422, 42209 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 321 (année 1951).
571. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 98 concernant l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective, p. 701.
Voir: Assemblée nationale, nos 11338, 13167 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 421 (année 1951).
572. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi autorisant la ratification de la convention générale relative à la sécurité sociale intervenue entre la France et la République fédérale d'Allemagne, p. 701.
Voir: Assemblée nationale, nos 11725, 13169 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 422 (année 1951).
573. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi tendant à la ratification de la convention concernant les travailleurs frontaliers, p. 702.
Voir: Assemblée nationale, nos 11928, 13168 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 441 (année 1951).
574. — Proposition de loi de M. Hélène tendant à étendre à tous les fonctionnaires de l'Etat le bénéfice des dispositions relatives à la retraite des fonctionnaires de l'enseignement public, p. 702.
575. — Rapport de M. Lilaize sur le projet de loi concernant la procédure de codification des textes relatifs aux instruments monétaires, p. 702.
Voir: Assemblée nationale, nos 13151, 13218 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 443 (année 1951).
576. — Rapport de M. Maurice Walker sur le projet de loi portant prorogation de l'homologation d'une cotisation professionnelle, p. 703.
Voir: Assemblée nationale, nos 13211, 13303 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 474 (année 1951).
577. — Proposition de Mme Marcelle Devaud relative à la protection des mères de famille abandonnées, p. 705.
578. — Proposition de loi de Mme Marcelle Devaud instituant un contrôle parlementaire des organismes de sécurité sociale, p. 706.
579. — Proposition de loi de M. Marrane tendant à étendre à toutes les acquisitions immobilières réalisées par l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, la procédure spéciale de purge des hypothèques, p. 707.
580. — Proposition de résolution de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre tendant à attribuer un crédit complémentaire pour les opérations prévues par la législation sur les habitations à loyer modéré, p. 707.
581. — Proposition de résolution de M. Bordeneuve tendant à prévoir la participation de la France aux Jeux olympiques de 1952 un crédit de 100 millions de francs, p. 707.
582. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de l'Assemblée nationale et de l'Assemblée de l'Union française, p. 708.
Voir: Assemblée nationale, n° 377 (2^e législ.).
583. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à la réforme des finances locales, p. 708.
584. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à rendre obligatoire la création de commissions spécialisées auprès des conseils municipaux, p. 711.
585. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à majorer d'une unité les charges des veuves de guerre non remariées pour les avantages en faveur des familles nombreuses, p. 711.
586. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à modifier l'article 59 de l'acte dit loi de finances du 31 décembre 1942, p. 711.
587. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à attribuer aux instituteurs secrétaires de mairie un complément de pension de retraite, p. 715.
588. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à faire modifier le mode de calcul de la population dans les communes en voie d'ascension rapide, p. 716.
589. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à aggraver les pénalités prévues à l'article 312 du code pénal, p. 717.
590. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à permettre aux femmes fonctionnaires le travail à mi-temps, p. 717.
591. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à exonérer les départements des taxes sur le chiffre d'affaires, p. 718.
592. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à compléter l'article 8 de la loi portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 719.
593. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à permettre aux commerçants d'introduire une action en révision du prix de leur loyer, p. 719.
594. — Proposition de loi de M. Léo Hamon portant modification de l'ordonnance relative aux frais de mission des maires, p. 720.
595. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à réglementer l'indemnisation des propriétaires dont les immeubles font l'objet d'opérations d'utilité publique, p. 722.
596. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à permettre la prise de possession immédiate des terrains expropriés par les offices publics d'habitation, p. 723.
597. — Rapport de M. Bolifraud sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de l'Assemblée nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1952, p. 723.
Voir: Assemblée nationale, n° 377 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 582 (année 1951).
598. — Proposition de résolution de M. Léon David tendant à accorder une aide aux victimes des orages de grêle dans les Bouches-du-Rhône, p. 723.
599. — Proposition de résolution de M. Rotinat tendant à la création d'une médaille spéciale dite « Médaille de Corcé », p. 723.

- 600.** — Proposition de résolution de M. Lasalarié tendant à venir en aide aux populations des Bouches-du-Rhône éprouvées par les orages, p. 724.
- 601.** — Proposition de loi de M. Hoeffel tendant à modifier l'article 29 de l'ordonnance relative au statut de la coopération agricole, p. 724.
- 602.** — Rapport de M. Abel-Durand sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la procédure devant le juge de paix en matière de contestations nées à l'occasion des élections de délégués du personnel, p. 724.
Voir: Assemblée nationale, nos 10426, 12793 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 336 (année 1951).
- 603.** — Avis de la commission des finances, par M. Saller, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant création d'une société d'études d'économie mixte pour l'aménagement des régions comprises entre Rhône et océan, p. 726.
Voir: Assemblée nationale, nos 10818, 13088 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 387, 424 (année 1951).
- 604.** — Rapport de M. Le Basser sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au branchement à l'égout dans l'agglomération rouennaise, p. 728.
Voir: Assemblée nationale, nos 12371, 13062 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 446 (année 1951).
- 605.** — Rapport de M. François Dumas sur le projet de loi portant statut du personnel des communes, p. 729.
Voir: Assemblée nationale, nos 4401, 4268, 5364, 6366, 7747, 12786 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 270 (année 1951).
- 606.** — Rapport de M. Gilbert Jules sur le projet de loi complétant l'article 33 de la loi sur la liberté de la presse, p. 749.
Voir: Assemblée nationale, nos 6959, 11369, 12891 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 334 (année 1951).
- 607.** — Proposition de loi de M. Bouquerel tendant au classement des agents de travaux des ponts et chaussées dans les emplois de la catégorie des « Services actifs », p. 749.
- 608.** — Rapport de M. Bordeneuve sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir, pour la préparation et la participation de la France aux Jeux olympiques, un crédit de 400 millions de francs, p. 749.
Voir: Conseil de la République, n° 581 (année 1951).
- 609.** — Rapport de M. Le Digabel sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, prorogeant la loi sur l'organisation du travail de manutention dans les ports, p. 749.
Voir: Assemblée nationale, nos 13150, 13159 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 448 (année 1951).
- 610.** — Rapport de M. Léger sur le projet de loi ayant pour objet de supprimer le cautionnement des courtiers maritimes, p. 750.
Voir: Assemblée nationale, nos 2915, 11645, 12617 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 258 (année 1951).
- 611.** — Rapport de M. Poisson sur le projet de loi étendant aux territoires d'outre-mer la loi relative à la contrainte par corps, p. 750.
Voir: Assemblée nationale, nos 9158, 12657 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 283 (année 1951).
- 612.** — Projet de loi collectif d'ordonnement portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1950, p. 750.
Voir: Assemblée nationale, nos 698, 793, 797 (2^e législ.).
- 613.** — Projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (affaires étrangères), p. 765.
Voir: Assemblée nationale, nos 696, 800 (2^e législ.).
- 614.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, prorogeant certaines dispositions relatives aux jardins ouvriers, p. 765.
Voir: Assemblée nationale, nos 191, 549 (2^e législ.).
- 615.** — Rapport de M. Delalande sur le projet de loi relatif aux entreprises de crédit différé, p. 765.
Voir: Assemblée nationale, nos 7942, 7975, 8303, 10493 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 302 (année 1951).
- 616.** — Rapport de M. Kalb sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter l'article 1590 du code civil, p. 773.
Voir: Assemblée nationale, nos 11188, 12113, 12804 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 285 (année 1951).
- 617.** — Rapport de M. Lodéon sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant organisation du département de la Guyane, p. 774.
Voir: Assemblée nationale, nos 8781, 13014, 13074, 13170 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 449 (année 1951).
- 618.** — Proposition de résolution de M. Pellenc tendant à réformer l'exploitation des lignes d'intérêt secondaire de la Société nationale des chemins de fer français, p. 776.
- 619.** — Rapport de M. Berthoin sur le projet de loi collectif d'ordonnement portant: 1^o ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1950; 2^o ratification de décrets, p. 778.
Voir: Assemblée nationale, nos 698, 783, 797 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 612 (année 1951).
- 620.** — Proposition de loi de M. Razac relative au statut des chefs coutumiers en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française, p. 778.
- 621.** — Rapport de Mme Marie-Hélène Cardot sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à attribuer un contingent de distinctions dans l'ordre national de la Légion d'honneur en faveur des aveugles de la résistance, p. 780.
Voir: Assemblée nationale, nos 9418, 10053, 12587 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 265 (année 1951).
- 622.** — Rapport de M. Bolifraud sur le projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (affaires étrangères), p. 780.
Voir: Assemblée nationale, nos 696, 800 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 613 (année 1951).
- 623.** — Rapport de M. Héline sur le projet de loi relatif au désarmement de l'enceinte fortifiée de Sétif, p. 780.
Voir: Assemblée nationale, nos 12172, 13196 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 439 (année 1951).
- 624.** — Avis de la commission de la production industrielle par M. Léger sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter l'article 1590 du code civil, p. 780.
Voir: Assemblée nationale, nos 11188, 12113, 12804 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 285, 616 (année 1951).
- 625.** — Rapport de M. Rotinat sur la proposition de résolution tendant à créer une « médaille de Corée », p. 782.
Voir: Conseil de la République, n° 599 (année 1951).
- 626.** — Proposition de loi de M. Armengaud précisant l'étendue des activités industrielles de l'Etat, p. 782.
- 627.** — Avis de la commission des finances par M. Masteau sur le projet de loi portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux, p. 791.
Voir: Assemblée nationale, nos 4288, 4401, 5364, 6366, 7747, 12786 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 270 et 605 (année 1951).
- 628.** — Proposition de résolution de M. Jozeau-Marigné tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide aux victimes des tornades et orages de grêle qui ont ravagé le département de la Manche, p. 791.
- 629.** — Rapport de M. Restat sur les propositions de résolution relatives aux calamités atmosphériques, p. 791.
Voir: Conseil de la République, nos 176, 197, 224, 364, 513, 519, 520, 538, 546, 547, 548, 554, 567, 569, 598, 600 et 628 (année 1951).
- 630.** — Rapport par M. Arcouna N'Joya sur le projet de loi relatif à l'introduction à la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion de la loi relative à la surveillance des établissements de bienfaisance privés, p. 792.
Voir: Assemblée nationale, nos 7545, 13195 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 442 (année 1951).
- 631.** — Rapport de M. Boivin-Champeaux sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale tendant à surseoir aux expulsions de locataires dont le logement préalable n'est pas assuré, p. 793.
Voir: Assemblée nationale, nos 10532, 12532 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 317 (année 1951).
- 632** rectifié. — Rapport par M. Georges Pernot sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale tendant à modifier l'article 11 de la loi portant codification des textes relatifs aux pouvoirs publics, p. 794.
Voir: Assemblée nationale, n° 12958 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 353 (année 1951).
- 633.** — Rapport de M. Robert Chevalier sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale tendant à modifier la loi sur les irrigations, p. 795.
Voir: Assemblée nationale, nos 8434, 13048 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 400 (année 1951).
- 634.** — Projet de loi relatif à diverses mesures contribuant au redressement financier de la sécurité sociale, p. 795.
Voir: Assemblée nationale, nos 804, 844, 895, 896 (2^e législ.).
- 635.** — Rapport de M. Léger sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République, p. 796.
Voir: Conseil de la République, n° 539 (année 1951).
- 636.** — Rapport de Mme Marcelle Devaud sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale prorogeant certaines dispositions relatives aux jardins ouvriers, p. 797.
Voir: Assemblée nationale, nos 191, 549 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 614 (année 1951).
- 637.** — Rapport de Mme Marcelle Devaud sur le projet de loi modifiant l'article 5 de la loi fixant le régime des prestations familiales, p. 797.
Voir: Assemblée nationale, nos 7467, 9470, 12799 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 351 (année 1951).
- 638.** — Rapport de M. Durieux sur la proposition de résolution tendant à obtenir une production suffisante de blé pour assurer une alimentation normale en pain, p. 797.
Voir: Conseil de la République, n° 504 (année 1951).
- 639.** — Rapport de M. Périquier sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale concernant la prorogation de la durée des droits de propriété littéraire, p. 798.
Voir: Assemblée nationale, nos 2704, 7200, 12618 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 471 (année 1951).

640. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi relatif à diverses mesures contribuant au redressement financier de la sécurité sociale, p. 798.
 Voir: Assemblée nationale, nos 804, 844, 895, 896 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 634 (année 1951).

641. — Projet de loi portant exonération de la taxe à l'achat sur les blés, p. 798.
 Voir: Assemblée nationale, nos 881, 910 (2^e législ.).

642. — Rapport de M. René Dubois sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale tendant à rendre applicable aux personnels des hôpitaux psychiatriques la loi relative aux pensions civiles et militaires, p. 799.
 Voir: Assemblée nationale, nos 10624, 12020 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 489 (année 1951).

643. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à permettre aux négociants en grains agréés de bénéficier de l'aval de l'O. N. I. C. pour leurs effets délivrés en paiement des blés qu'ils stockent, p. 799.
 Voir: Assemblée nationale, nos 137, 680 (2^e législ.).

644. — Proposition de résolution de M. Namy tendant à accorder une aide aux sinistrés du fait des orages en Seine-et-Oise, p. 800.

645. — Avis de la commission des finances par M. Bollfraud sur le projet de loi relatif à diverses mesures contribuant au redressement financier de la sécurité sociale, p. 800.
 Voir: Assemblée nationale, nos 804, 844, 895, 896 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 634, 640.

646. — Rapport de M. Bousch sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale tendant à compléter les articles 37 et 38 de la loi relative à la nationalisation des combustibles minéraux, p. 800.
 Voir: Assemblée nationale, nos 9286, 12546 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 384 (année 1951).

647. — Proposition de loi de M. Jean Durand tendant à l'établissement d'un plan de financement pour la construction de bâtiments publics, p. 803.

648. — Rapport par M. Maurice Walker sur le projet de loi portant exonération de la taxe à l'achat sur les blés, p. 804.
 Voir: Assemblée nationale, nos 881, 910 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 641 (année 1951).

649. — Proposition de résolution de M. Jean Durand tendant à promouvoir un plan de financement pour la construction de bâtiments publics, p. 804.

650. — Proposition de résolution de M. Michel Debré tendant à créer des facultés ouvrières de culture et de technique, p. 805.

651. — Proposition de résolution de M. Lodéon tendant à accorder une aide aux victimes du cyclone qui s'est abattu sur la Martinique, p. 806.

652. — Avis de la production industrielle, par M. Bousch, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant création d'une société d'études d'économie mixte pour l'aménagement général des régions comprises entre le Rhône et l'Océan (S. E. A. R. O.), p. 806.
 Voir: Assemblée nationale, nos 10818, 13068 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 387, 424, 603 (année 1951).

653. — Rapport de M. Lodéon sur le projet de loi étendant à la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion et la Guyane la loi relative à la classification des aérodromes, p. 806.
 Voir: Assemblée nationale, nos 10103, 11653 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 441 (année 1951).

654. — Avis de la commission des finances, par M. Courrière, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter les articles 37 et 38 de la loi relative à la nationalisation des combustibles minéraux, p. 806.
 Voir: Assemblée nationale, nos 9286, 12546 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 384, 646 (année 1951).

655. — Projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (éducation nationale), p. 807.
 Voir: Assemblée nationale, nos 755, 798, 825, 878 (2^e législ.).

656. — Rapport supplémentaire de M. Delalande sur le projet de loi relatif aux entreprises de crédit différé, p. 808.
 Voir: Assemblée nationale, nos 7942, 7975, 8303, 10493 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 302 et 615 (année 1951).

657. — Rapport de M. Malécot sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 84 de la loi sur les habitations à loyer modéré, p. 809.
 Voir: Assemblée nationale, nos 11916, 12588 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 323 (année 1951).

658. — Proposition de résolution de M. Léon David tendant à arrêter toute fermeture de puits de mine, p. 810.

659. — Proposition de résolution de M. Pidoux de La Maduère tendant à venir en aide aux habitants du département de Seine-et-Oise victimes de l'ouragan, p. 810.

660. — Rapport de M. Soldani sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à instituer des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris part à la résistance, p. 810.
 Voir: Assemblée nationale, nos 570, 4752, 5482, 5723, 10164, 12976 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 450 (année 1951).

661. — Avis de la commission de la reconstruction, par M. Jozeau-Marigné, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à surseoir aux expulsions de locataires ou occupants de bonne foi dont le logement préalable n'est pas assuré, p. 812.
 Voir: Assemblée nationale, nos 10532, 12532 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 317, 631 (année 1951).

662. — Rapport de M. Bertaud sur le projet de loi complétant la loi instituant l'ordre des géomètres experts, p. 812.
 Voir: Assemblée nationale, nos 10908, 12731 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 326 (année 1951).

663. — Avis de la commission des finances, par M. Courrière, sur le projet de loi relatif aux entreprises de crédit différé, p. 813.
 Voir: Assemblée nationale, nos 7942, 7975, 8303, 10493 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 302, 615, 656 (année 1951).

664. — Rapport de M. Lassagne sur le projet de loi portant ouverture de crédits (éducation nationale), p. 813.
 Voir: Assemblée nationale, nos 755, 798, 825, 878 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 655 (année 1951).

665. — Rapport de M. Jean Geoffroy sur le projet de loi relatif à la répression des crimes contre les enfants, p. 814.
 Voir: Assemblée nationale, nos 3170, 2839, 9709, 9765, 9830, 9932, 13043 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 250 (année 1950) et 243 (année 1951).

666. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, modifiant la loi réglementant la profession de courtiers de campagne, p. 815.
 Voir: Assemblée nationale, nos 11961, 12897 (2^e législ.).

667. — Avis de la commission des finances, par M. Courrière, sur le projet de loi portant ouverture de crédits (éducation nationale), p. 815.
 Voir: Assemblée nationale, nos 755, 798, 825, 878 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 655, 664 (année 1951).

668. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à instituer un compte spécial du Trésor, p. 816.
 Voir: Assemblée nationale, nos 760, 876, 958, 1030, 1054, 1055 (2^e législ.).

669. — Proposition de résolution de M. Le Lannec tendant à modifier l'article 93 du décret portant réforme fiscale, p. 816.

670. — Rapport de M. Michel Yver sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter l'article 6 de la loi établissant le statut des déportés, p. 816.
 Voir: Assemblée nationale, nos 12045, 12518, 13078 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 372 (année 1951).

671. — Rapport de M. Ternynck sur la proposition de résolution tendant à étendre le bénéfice de l'article 4 de la loi du 2 août 1949 aux agents des poudreries nationales, p. 817.
 Voir: Conseil de la République, n° 281 (année 1951).

672. — Proposition de loi de M. Rabouin tendant à la création du conseil interprofessionnel des vins d'Anjou et de Saumur, p. 817.

673. — Avis de la commission des finances par M. Avinin sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à instituer des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la résistance, et à prévoir des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics, p. 818.
 Voir: Assemblée nationale, nos 570, 4752, 5482, 5723, 10164, 12976 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 450, 660 (année 1951).

674. — Proposition de résolution de Mme Crémieux tendant à renforcer le contrôle des denrées alimentaires, p. 818.

675. — Rapport de M. Périquier sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, modifiant la loi réglementant la profession de courtier en vins, p. 819.
 Voir: Assemblée nationale, nos 11961, 12897 (1^{re} législ.) et 367 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 666 (année 1951).

676. — Rapport de M. de Maupeou sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à instituer un compte spécial du Trésor, p. 819.
 Voir: Assemblée nationale, nos 760, 876, 958, 1030, 1054, 1055 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 668 (année 1951).

677. — Avis de la commission des finances par M. Maurice Walker sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à instituer un compte spécial du Trésor, p. 821.
 Voir: Assemblée nationale, nos 760, 876, 958, 1030, 1054, 1055 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 668 (année 1951).

678. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à assortir de dispositions pénales la décision de l'assemblée algérienne sur l'interdiction de la pêche au ring net, p. 823.
 Voir: Assemblée nationale, nos 13129, 13223 (1^{re} législ.) et 477 (2^e législ.).

679. — Proposition de résolution de M. Léon Hamon tendant à créer une commission d'études de la situation des théâtres, p. 823.

680. — Projet de loi complétant l'article 7 de la loi portant à dix-huit mois la durée du service militaire, p. 825.
 Voir: Assemblée nationale, nos 1007, 1062 (2^e législ.).

- 681.** — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à autoriser les syndicats de communes à allouer des indemnités de fonctions à leurs administrateurs, p. 825.
- 682.** — Proposition de résolution de M. Armengaud tendant à assurer l'expansion de la recherche et de l'exploitation du pétrole et du gaz naturel, p. 826.
- 683.** — Rapport fait à l'Assemblée nationale et au Conseil de la République par M. Joseph Denais, président de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations, sur les opérations de l'année 1950, p. 826.
- 684.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 79 du code du vin, p. 818.
Voir: Assemblée nationale, n° 116, 853 (2^e législ.).
- 685.** — Rapport d'information de M. Delfortrie sur les problèmes de l'exploitation minière de Ronchamp, p. 818.
- 686.** — Rapport de M. Madelin sur le projet de loi complétant l'article 7 de la loi n° 50-1478 du 30 novembre 1950, portant à dix-huit mois la durée du service militaire actif, p. 866.
Voir: Assemblée nationale, n° 1007, 1062 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 630 (année 1951).
- 687.** — Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, modifiant l'article 31 x du code du travail et introduisant le principe de l'échelle mobile pour les rentes viagères, p. 866.
Voir: Assemblée nationale, n° 98, 320, 767, 957, 1034, 1143 (2^e législ.).
- 688.** — Rapport supplémentaire par M. Maupéou sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à instituer un compte spécial du Trésor, p. 867.
Voir: Assemblée nationale, n° 760, 876, 958, 1030, 1054, 1055 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 668, 676, 677 (année 1951).
- 689.** — Projet de loi modifiant le décret portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, p. 867.
Voir: Assemblée nationale, n° 932, 959, 1112, 1113, 1114 (2^e législ.).
- 690.** — Rapport de M. Vanrullen sur le projet de loi modifiant certaines dispositions du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines en ce qui concerne la retraite des ouvriers mineurs, p. 867.
Voir: Assemblée nationale, n° 932, 959, 1112, 1113, 1114 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 689 (année 1951).
- 691.** — Demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République, p. 867.
- 692.** — Proposition de résolution de M. Jean Geoffroy tendant à mettre fin à la liberté d'importation des concentrés de tomates, p. 868.
- 693.** — Avis de la commission des finances par M. Courrière sur le projet de loi modifiant le décret portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, en ce qui concerne la retraite des ouvriers mineurs, p. 868.
Voir: Assemblée nationale, n° 932, 959, 1112, 1113, 1114 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 689, 690 (année 1951).
- 694.** — Projet de loi portant majoration des taux de l'allocation temporaire, de la retraite des vieux travailleurs salariés et des prestations familiales, p. 868.
Voir: Assemblée nationale, n° 1136, 1189 (2^e législ.).
- 695.** — Projet de loi portant création de contingents de croix de la Légion d'honneur en faveur des personnels militaires n'appartenant pas à l'armée active, p. 869.
Voir: Assemblée nationale, n° 1057, 1133 (2^e législ.).
- 696.** — Rapport de Mme Marcelle Devaud sur le projet de loi portant majoration des taux de l'allocation temporaire, de la retraite des vieux travailleurs salariés et des prestations familiales, p. 869.
Voir: Assemblée nationale, n° 1136, 1189 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 694 (année 1951).
- 697.** — Avis de la commission des finances par M. Bolifraud sur le projet de loi portant majoration des taux de l'allocation temporaire, de la retraite des vieux travailleurs salariés et des prestations familiales, p. 869.
Voir: Assemblée nationale, n° 1136, 1189 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 694, 696 (année 1951).
- 698.** — Proposition de loi de M. Lassalle-Séré relative à la réglementation de l'importation, fabrication, détention, mise en circulation en vue de la vente, mise en vente ou cession gratuite des boissons alcooliques dans les Etablissements français de l'Océanie, p. 869.
- 699.** — Proposition de loi de M. Lassalle-Séré concernant la suppression du conseil privé des Etablissements français de l'Océanie, p. 870.
- 700.** — Proposition de résolution de M. Bertaud tendant à limiter la puissance des véhicules à moteur destinés à la route, p. 870.
- 701.** — Proposition de loi de M. Radius tendant à modifier l'article 18 de la loi portant réforme du régime des pensions, p. 871.
- 702.** — Proposition de résolution de M. Périquier tendant à rétablir la caisse annexe de la viticulture, p. 871.
- 703.** — Proposition de résolution de M. Périquier tendant à approvisionner suffisamment la viticulture française en sulfate de cuivre, p. 872.
- 704.** — Proposition de résolution de M. Durand-Réville tendant à éviter, par un contrôle de l'immigration européenne, le séjour dans nos territoires de l'Afrique noire d'éléments indésirables, p. 873.
- 705.** — Proposition de loi de M. Jean Durand tendant à une stricte réglementation de la prostitution, p. 873.
- 706.** — Proposition de loi de M. Jacques Debû-Bridel tendant à déterminer les délais d'approbation des budgets de la ville de Paris et du département de la Seine, p. 875.
- 707.** — Proposition de résolution de M. Jean Durand tendant à réglementer la prostitution, p. 876.
- 708.** — Proposition de loi de M. Restat tendant à élargir la garantie accordée aux cultures de tabac contre les avaries de force majeure, p. 873.
- 709.** — Rapport de M. Verdeille sur le projet de loi modifiant la loi du 15 avril 1949 portant relèvement des pensions allouées aux sapeurs-pompiers communaux volontaires, p. 878.
Voir: Assemblée nationale, n° 11885, 12975 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 440 (année 1951).
- 710.** — Proposition de loi de M. Delalande tendant à conférer l'honorariat aux anciens membres des conseils de prud'hommes, p. 873.
- 711.** — Proposition de loi de M. Marrane tendant à supprimer le prélèvement effectué sur les travaux publics au profit des asiles de Vincennes et du Vésinet, p. 879.
- 712.** — Proposition de loi de M. Jean Durand tendant à la constitution d'une retraite des élus cantonaux et des magistrats municipaux, p. 879.
- 713.** — Proposition de résolution de M. Bertaud tendant à réviser le classement indiciaire des personnels de la police municipale, p. 880.
- 714.** — Rapport de M. Héline sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au transfert au Panthéon du corps du professeur Hyacinthe Vincent, p. 880.
Voir: Assemblée nationale, n° 11582, 13047 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 445 (année 1951).
- 715.** — Avis de la commission de la famille par M. Bonnefous sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au transfert au Panthéon du corps du professeur Hyacinthe Vincent, p. 881.
Voir: Assemblée nationale, n° 11582, 13047 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 445 et 714 (année 1951).
- 716.** — Proposition de résolution de M. Jean Durand tendant à la constitution d'une retraite des élus cantonaux et des magistrats municipaux, p. 882.
- 717.** — Proposition de loi de Mme Devaud tendant à compléter l'article 335 du code civil relatif à la reconnaissance des enfants naturels, p. 883.
- 718.** — Projet de loi tendant à modifier la loi sur la liberté de la presse, p. 883.
Voir: Assemblée nationale, n° 8852, 9291, 10224, 10787 (1^{re} législ.) et 339 (2^e législ.).
- 719.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (services français en Sarre), p. 884.
Voir: Assemblée nationale, n° 979, 1322 (2^e législ.).
- 720.** — Rapport de M. Marrane sur la proposition de loi relative à l'aménagement des lotissements défectueux, p. 885.
Voir: Assemblée nationale, n° 148, 987, 2036, 2910, 9602 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 333 (année 1951).
- 721.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (France d'outre-mer), p. 886.
Voir: Assemblée nationale, n° 987, 1321 (2^e législ.).
- 722.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (monnaies et médailles), p. 887.
Voir: Assemblée nationale, n° 1000, 1327 (2^e législ.).
- 723.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Légion d'honneur et ordre de la Libération), p. 888.
Voir: Assemblée nationale, n° 999, 1239 (2^e législ.).
- 724.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (travail et sécurité sociale), p. 889.
Voir: Assemblée nationale, n° 995, 1325 (2^e législ.).
- 725.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (reconstruction et urbanisme), p. 889.
Voir: Assemblée nationale, n° 993, 1326 (2^e législ.).
- 726.** — Rapport de M. François Schleiter sur le projet de loi portant création de contingents de croix de la Légion d'honneur en faveur des personnels militaires n'appartenant pas à l'armée active, p. 890.
Voir: Assemblée nationale, n° 1057, 1133 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 695 (année 1951).

727. — Proposition de résolution de M. Lelant tendant à demander à l'Assemblée nationale de prendre l'initiative d'une procédure nouvelle de revision constitutionnelle, p. 890.

728. — Proposition de résolution de M. Pellenc tendant à prendre des mesures en faveur des sinistrés à la suite des graves inondations de Vaucluse, p. 891.

729. — Rapport de M. Péridier sur la proposition de résolution tendant à accorder une aide efficace à un chai de stockage pilote inter-coopératif, p. 892.

Voir: Conseil de la République, n° 404 (année 1951).

730. — Proposition de loi de M. Radius relative à l'aménagement du fonds de péréquation de la taxe locale sur les ventes, p. 892.

731. — Avis de la commission des finances par M. Jean-Marie Grenier sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à l'aménagement des lotissements défectueux, p. 893.

Voir: Assemblée nationale, n° 148, 987, 2036, 2910, 9602 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 383, 720 (année 1951).

732. — Rapport de M. Jean Bène sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale tendant à modifier l'article 79 du code du vin, p. 393.

Voir: Assemblée nationale, n° 116, 853 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 634 (année 1951).

733. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (caisse nationale d'épargne), p. 893.

Voir: Assemblée nationale, n° 1004, 1418 (2^e législ.).

734. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à abroger le dernier alinéa de l'article 90 du code civil, p. 894.

Voir: Assemblée nationale, n° 10517, 10761 (1^{re} législ.) et 328 (2^e législ.).

735. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (travaux publics, transports et tourisme), p. 894.

Voir: Assemblée nationale, n° 996, 1367, 1553 (2^e législ.).

736. — Proposition de loi de M. Courrière relative à la revalorisation des majorations spéciales à la gendarmerie, en matière de pension, p. 895.

737. — Proposition de résolution de M. Georges Pernot tendant à prendre d'urgence toutes mesures utiles pour améliorer la situation des magistrats, p. 896.

738. — Proposition de résolution de MM. Delalande et Le Basser tendant à accorder un secours aux populations victimes de la tornade de la Mayenne, p. 897.

739. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (industrie et énergie), p. 897.

Voir: Assemblée nationale, n° 988, 1324, 1514, 1541, 1626 (2^e législ.).

740. — Rapport de M. Saller sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (France d'outre-mer), p. 898.

Voir: Assemblée nationale, n° 987, 1321 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 721 (année 1951).

741. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (agriculture), p. 900.

Voir: Assemblée nationale, n° 980, 1323, 1600, 1627 (2^e législ.).

742. — Proposition de loi de M. Radius tendant à limiter l'obligation de la cotisation au fonds de la formation professionnelle de l'automobile, p. 902.

743. — Proposition de loi de M. Soldani tendant à la protection des forêts du Yar contre les incendies, p. 902.

744. — Proposition de résolution de Mlle Mireille Dumont tendant à prendre les mesures indispensables devant le désastre causé par les inondations de Vaucluse, p. 902.

745. — Proposition de résolution de Mlle Mireille Dumont tendant à la reprise du fonctionnement de l'usine à gaz de Martigues, p. 903.

746. — Proposition de résolution de M. Méric tendant à accorder une aide aux victimes des calamités atmosphériques de la Haute-Garonne, p. 903.

747. — Proposition de résolution de M. Pic tendant à prendre des mesures en faveur des victimes des inondations de la Drôme, p. 903.

748. — Proposition de résolution de M. Carcassonne tendant à venir en aide aux populations des Bouches-du-Rhône victimes des calamités atmosphériques, p. 904.

749. — Rapport de M. Marcihacy sur le projet de loi tendant à modifier la loi sur la liberté de la presse, p. 904.

Voir: Assemblée nationale, n° 8852, 9291, 10224, 10787 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 718 (année 1951).

750. — Proposition de loi de M. Ernest Pezet tendant à modifier la loi relative à la francisation des noms étrangers, p. 905.

751. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (services des affaires étrangères), p. 905.

Voir: Assemblée nationale, n° 977, 1368, 1597, 1629 (2^e législ.).

752. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (services des affaires allemandes et autrichiennes), p. 906.

Voir: Assemblée nationale, n° 978, 1419 (2^e législ.).

753. — Rapport de M. Abel-Durand sur la proposition de loi modifiant l'article 31 x du livre 1^{er} du code du travail et introduisant le principe de l'échelle mobile pour les rentes viagères, p. 906.

Voir: Assemblée nationale, n° 11937, 12614 (1^{re} législ.), 89, 320, 767, 957, 1034, 1143 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 687 (année 1951).

754. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (marine marchande), p. 929.

Voir: Assemblée nationale, n° 991, 1417, 1675, 1692 (2^e législ.).

755. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (services financiers), p. 930.

Voir: Assemblée nationale, n° 985, 1511, 1609, 1645 (2^e législ.).

756. — Projet de loi relatif à la formation des assemblées de groupe d'Afrique française, p. 932.

Voir: Assemblée nationale, n° 687, 688, 1257, 1441, 1499, 1544 (2^e législ.).

757. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Imprimerie nationale), p. 931.

Voir: Assemblée nationale, n° 998, 1542 (2^e législ.).

758. — Proposition de résolution de M. Edgard Tailhades tendant à prendre des mesures en faveur des sinistrés à la suite des inondations du Gard, p. 934.

759. — Rapport de M. Jean Maroger sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (services français en Sarre), p. 935.

Voir: Assemblée nationale, n° 979, 1322 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 719 (année 1951).

760. — Avis de la commission de la presse par M. Jean Bène sur le projet de loi tendant à modifier la loi sur la liberté de la presse, p. 936.

Voir: Assemblée nationale, n° 8852, 9291, 10224, 10787 (1^{re} législ.), 339 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 718, 749 (année 1951).

761. — Proposition de loi de M. Symphor tendant à modifier l'article 43 de la loi sur les pensions de retraites, p. 937.

762. — Rapport de M. Le Léanec sur la proposition de loi tendant à permettre aux négociants en grains agréés de bénéficier de l'aval de l'O. N. I. C. pour leurs effets délivrés en paiement des blés qu'ils stockent, p. 937.

Voir: Assemblée nationale, n° 137, 680 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 643 (année 1951).

763. — Rapport de M. Léger sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République, p. 939.

Voir: Conseil de la République, n° 691 (année 1951).

764. — Proposition de loi de M. Méric tendant à compléter la loi sur les chambres de métiers, p. 939.

765. — Avis de la commission des affaires économiques par M. de Villoutreys sur la proposition de loi modifiant l'article 31 x du livre 1^{er} du code du travail et introduisant le principe de l'échelle mobile pour les rentes viagères, p. 939.

Voir: Assemblée nationale, n° 11937, 12614 (1^{re} législ.), 98, 320, 767, 957, 1034, 1143 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 687, 753 (année 1951).

766. — Rapport de M. Courrière sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Marine marchande), p. 940.

Voir: Assemblée nationale, n° 991, 1417, 1675, 1692 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 754 (année 1951).

767. — Rapport de M. Litaize sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Monnaies et médailles), p. 942.

Voir: Assemblée nationale, n° 1000, 1327 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 722 (année 1951).

768. — Rapport de M. Litaize sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Légion d'honneur et Ordre de la Libération), p. 942.

Voir: Assemblée nationale, n° 999, 1239 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 723 (année 1951).

769. — Rapport de M. Schlafer sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Caisse nationale d'épargne), p. 944.

Voir: Assemblée nationale, n° 998, 1542 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 757 (année 1951).

770. — Rapport de M. Litaize sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (imprimerie nationale), p. 945.

771. — Proposition de résolution de M. Radius tendant à proroger l'indemnité de difficultés administratives allouée aux personnels civils de l'Etat dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle, p. 946.

- 772.** — Proposition de résolution de M. Radius tendant à engager des pourparlers avec le Gouvernement de Bonn, en vue de l'indemnisation des déportés français, p. 946.
- 773.** — Avis de la commission de la justice par M. Marcel Molle sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à permettre aux négociants en grains agréés de bénéficier de l'aval de l'O. N. I. C. pour leurs effets délivrés en paiement des blés qu'ils stockent dans le cadre des dispositions de la loi du 15 août 1936, p. 947.
Voir: Assemblée nationale, nos 137, 680 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 613, 762 (année 1951).
- 774.** — Proposition de loi de M. Restat portant réforme des finances locales, p. 947.
- 775.** — Projet de loi tendant à intégrer dans le code d'instruction criminelle l'ordonnance relative à la perception d'amendes de composition pour les contraventions de police, p. 950.
Voir: Assemblée nationale, nos 974, 1550 (2^e législ.).
- 776.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Intérieur), p. 950.
Voir: Assemblée nationale, nos 939, 1510, 1702, 1706, 1719 (2^e législ.).
- 777.** — Avis de la commission de la justice par M. Robert Chevalier sur la proposition de loi modifiant l'article 31 x du livre I^{er} du code du travail et introduisant le principe de l'échelle mobile pour les rentes viagères, p. 952.
Voir: Assemblée nationale, nos 11987, 12614 (1^{re} législ.); 98, 320, 767, 957, 1034, 1143 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 687, 753, 765 (année 1951).
- 778.** — Proposition de résolution de M. Henri Maupoil tendant à prendre des mesures en faveur des sinistrés à la suite des inondations, p. 952.
- 779.** — Rapport de M. Hébert sur le projet de loi portant modification des articles 48 à 58 de la loi sur les dommages de guerre, p. 953.
Voir: Assemblée nationale, nos 7866, 10301, 13252 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 458 (année 1951).
- 780.** — Rapport supplémentaire de M. Marcellhacy sur le projet de loi tendant à modifier la loi sur la liberté de la presse, p. 957.
Voir: Assemblée nationale, nos 8852, 9291, 10224, 10787 (1^{re} législ.); 339 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 718, 749 (année 1951).
- 781.** — Rapport de M. Albert Lamarque sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Travaux publics, transports et tourisme), p. 958.
Voir: Assemblée nationale, nos 996, 1367, 1553 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 735 (année 1951).
- 782.** — Rapport de M. Jean-Marie Grenier sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Reconstruction et urbanisme), p. 961.
Voir: Assemblée nationale, nos 993, 1326 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 725 (année 1951).
- 783.** — Projet de loi relatif au conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, p. 962.
Voir: Assemblée nationale, nos 1140, 1545 (2^e législ.).
- 784.** — Rapport de M. Primet sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Travail et sécurité sociale), p. 963.
Voir: Assemblée nationale, nos 995, 1325 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 724 (année 1951).
- 785.** — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à rendre applicable devant la juridiction prud'homale l'article 425 du code de procédure civile, p. 964.
- 786.** — Rapport de M. Périquier sur la proposition de résolution tendant à renforcer le contrôle des denrées alimentaires, p. 965.
Voir: Conseil de la République, n° 674 (année 1951).
- 787.** — Rapport de M. Périquier sur la proposition de résolution tendant à rétablir la caisse annexe de la viticulture, p. 966.
Voir: Conseil de la République, n° 702 (année 1951).
- 788.** — Avis de la commission de la justice, par M. Boivin-Champeaux, sur le projet de loi portant modification des articles 48 à 58 de la loi sur les dommages de guerre, p. 967.
Voir: Assemblée nationale, nos 7866, 10301, 13252 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 458, 779 (année 1951).
- 789.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (santé publique et population), p. 967.
Voir: Assemblée nationale, nos 994, 1543, 1778 (2^e législ.).
- 790.** — Avis de la commission de l'agriculture, par M. Bénigne Fournier, sur la proposition de loi modifiant l'article 31 z du livre I^{er} du code du travail et introduisant le principe de l'échelle mobile pour les rentes viagères, p. 968.
Voir: Assemblée nationale, nos 11987, 12614 (1^{re} législ.); 98, 320, 767, 957, 1034, 1143 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 687, 753, 765, 777 (année 1951).
- 791.** — Avis de la commission des moyens de communication, par M. Jules Pouget, sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (travaux publics, transports et tourisme), p. 969.
Voir: Assemblée nationale, nos 996, 1367, 1553 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 735, 781 (année 1951).
- 792.** — Avis de la commission des finances, par M. Clavier, sur la proposition de loi modifiant l'article 31 z du livre I^{er} du code du travail et introduisant le principe de l'échelle mobile pour les rentes viagères, p. 970.
Voir: Assemblée nationale, nos 11987, 12614 (1^{re} législ.); 98, 320, 767, 957, 1034, 1143 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 687, 753, 765, 777, 790 (année 1951).
- 793.** — Proposition de loi de M. Jean Durand tendant à la réforme du code du vin, p. 974.
- 794.** — Rapport par M. Jean Maroger sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Affaires étrangères, — Service des affaires étrangères), p. 977.
Voir: Assemblée nationale, nos 977, 1368, 1597, 1629 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 751 (année 1951).
- 795.** — Rapport de M. Jean Maroger sur le projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils pour 1952 (affaires allemandes et autrichiennes), p. 98.
Voir: Assemblée nationale, nos 978, 1419 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 752 (année 1951).
- 796.** — Rapport de M. de Montalembert sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (agriculture), p. 981.
Voir: Assemblée nationale, nos 980, 1323, 1600, 1627 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 741 (année 1951).
- 797.** — Rapport de M. Alric sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (industrie et énergie), p. 984.
Voir: Assemblée nationale, nos 988, 1324, 1514, 1544, 1626 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 739 (année 1951).
- 798.** — Rapport de M. Pierre Vitter sur la proposition de résolution tendant à autoriser l'utilisation des produits chimiques pour la fabrication des conserves de poisson, p. 986.
Voir: Conseil de la République, n° 42 (année 1951).
- 799.** — Avis de la commission de la production industrielle, par M. Armengaud, sur la proposition de loi modifiant l'article 31 z du livre I^{er} du code du travail et introduisant le principe de l'échelle mobile pour les rentes viagères, p. 987.
Voir: Assemblée nationale, nos 11987, 12614 (1^{re} législ.); 98, 320, 767, 957, 1034, 1143 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 687, 753, 777, 790, 792, année 1951).
- 800.** — Avis de la commission du travail, par Mme Devaud, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (travail et sécurité sociale), p. 990.
Voir: Assemblée nationale, nos 995, 1325 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 724, 784 (année 1951).
- 801.** — Proposition de loi de M. Robert Aubé tendant à la création d'un comité national de l'or, p. 990.
- 802.** — Avis de la commission de la reconstruction, par M. Liotard, sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (reconstruction et urbanisme), p. 993.
Voir: Assemblée nationale, nos 993, 1326 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 725, 782 (année 1951).
- 803.** — Rapport par M. Pauly sur le projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils pour 1952 (finances, — Services financiers), p. 994.
Voir: Assemblée nationale, nos 985, 1511, 1609, 1645 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 755 (année 1951).
- 804.** — Projet de loi tendant à modifier l'article 37 de la loi sur le recrutement de l'armée en ce qui concerne les étudiants en médecine, p. 998.
Voir: Assemblée nationale, nos 936, 1565 (2^e législ.).
- 805.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à abroger l'article 44 de la loi communale d'Alsace et de Lorraine, p. 998.
Voir: Assemblée nationale, nos 486, 1671 (2^e législ.).
- 806.** — Rapport de M. Jacques Masteau sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (intérieur), p. 999.
Voir: Assemblée nationale, nos 989, 1510, 1702, 1706, 1719 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 776 (année 1951).
- 807.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (affaires économiques), p. 1003.
Voir: Assemblée nationale, nos 986, 1591 (2^e législ.).
- 808.** — Avis de la commission de la production industrielle, par M. Bousch, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (industrie et énergie), p. 1004.
Voir: Assemblée nationale, nos 988, 1324, 1514, 1544, 1626 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 739, 797 (année 1951).
- 809.** — Proposition de résolution de M. Martial Brousse tendant à autoriser le ministre des postes, télégraphes et téléphones à signer une convention avec les départements qui feront à l'Etat l'avance des fonds nécessaires à l'établissement du téléphone automatique rural, p. 1004.

- 810.** — Rapport de M. Bolifraud, sur le projet de résolution portant fixation des dépenses du Conseil de la République pour l'exercice 1952, p. 1004.
- 811.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement de services civils (Aviation civile et commerciale), p. 1005.
Voir: Assemblée nationale, nos 997, 1628, 1668, 1674 (2^e législ.).
- 812.** — Proposition de résolution de M. Estève tendant à accorder des secours aux victimes de tornades et d'inondations d'Ille-et-Vilaine, p. 1006.
- 813.** — Proposition de résolution de M. Restat tendant à créer un insigne pour les mutilés du travail, p. 1006.
- 814.** — Proposition de résolution de M. Deutschmann tendant à modifier pour le département de la Seine les modalités de répartition de la taxe locale, p. 1006.
- 815.** — Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, concernant l'ouverture d'un crédit additionnel applicable aux dépenses de l'Assemblée nationale et de l'Assemblée de l'Union française, p. 1007.
Voir: Assemblée nationale, n° 1830 (2^e législ.).
- 816.** — Rapport de M. Longchambon, au nom de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen (tomes I et II), p. 1007.
- 817.** — Projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier, p. 1050.
Voir: Assemblée nationale, nos 727, 1786, 1850, 1950 (2^e législ.).
- 818.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Etats associés), p. 1051.
Voir: Assemblée nationale, nos 933, 1936 (2^e législ.).
- 819.** — Proposition de loi de M. Heline tendant à étendre aux veuves de guerre titulaires d'une pension civile certaines dispositions du code général des impôts, p. 1051.
- 820.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (anciens combattants et victimes de la guerre), p. 1052.
Voir: Assemblée nationale, nos 981, 1592, 1736, 1737, 1980, 1981 (2^e législ.).
- 821.** — Avis de la commission de l'agriculture par M. Driant sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils de 1952 (agriculture), p. 1053.
Voir: Assemblée nationale, nos 980, 1323, 1600, 1627 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 741, 796 (année 1951).
- 822.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à abroger le décret relevant le taux des taxes intérieures de consommation de certains produits pétroliers, p. 1053.
Voir: Assemblée nationale, nos 1233, 1306, 1320, 1447, 1611 (2^e législ.).
- 823.** — Rapport de M. Henri Lafleur sur le projet de loi instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer, p. 1054.
Voir: Assemblée nationale, nos 1434, 3501, 3683, 4544, 4912, 6749, 7072, 8281, 9285, 19103, 12239, 13013, 13024 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 252 (année 1947), 179 (année 1948) et 313 (année 1951).
- 824.** — Projet de loi relatif à la procédure de codification des textes concernant les caisses d'épargne, p. 1081.
Voir: Assemblée nationale, nos 1598, 1908 (2^e législ.).
- 825.** — Projet de loi relatif à la procédure de codification des textes concernant le service des postes, télégraphes et téléphones, p. 1085.
Voir: Assemblée nationale, nos 1188, 1858 (2^e législ.).
- 826.** — Projet de loi relatif à la durée de conservation par les greffiers des dossiers prévus à l'article 79 du code de procédure civile, p. 1085.
Voir: Assemblée nationale, nos 976, 1732 (2^e législ.).
- 827.** — Avis de la commission des finances par M. Alric sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à abroger le décret n° 51-1214 du 20 octobre 1951 relevant le taux des taxes intérieures de consommation de certains produits pétroliers et à créer un fonds spécial d'investissement routier, p. 1085.
Voir: Assemblée nationale, nos 1233, 1306, 1320, 1447, 1611 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 822 (année 1951).
- 828.** — Proposition de loi de M. Auberger tendant à rétablir le bénéfice de l'allocation aux vieux travailleurs salariés à certains métayers, p. 1085.
- 829.** — Proposition de résolution de M. Marrane tendant à rapporter la mesure d'interdiction d'un meeting organisé pour le vendredi 21 décembre au vélodrome d'hiver, p. 1087.
- 830.** — Rapport de M. Jean-Marie Greuter sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, concernant l'ouverture d'un crédit additionnel applicable aux dépenses de l'Assemblée nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1951, p. 1087.
Voir: Assemblée nationale, n° 1830 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 815 (année 1951).
- 831.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (radiodiffusion et télévision françaises), p. 1087.
Voir: Assemblée nationale, nos 1003, 2009 (2^e législ.).
- 832.** — Proposition de loi de M. Paumelle tendant à modifier l'article 646 du code général des impôts relatif aux délais d'enregistrement des actes publics, p. 1088.
- 833.** — Proposition de résolution de M. Paumelle tendant à faire activer le règlement des sommes dues par les administrations aux entrepreneurs de travaux, p. 1089.
- 834.** — Proposition de résolution de Mme Jacqueline Thome-Paton tendant à exonérer du versement des cotisations d'allocations familiales les travailleurs indépendants âgés de plus de soixante-cinq ans, p. 1089.
- 835.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (éducation nationale), p. 1089.
Voir: Assemblée nationale, nos 982, 2037, 2053 (2^e législ.).
- 836.** — Rapport de M. Lionel-Pelerin sur le projet de loi tendant à modifier la loi sur le recrutement de l'armée en ce qui concerne les étudiants en médecine, en pharmacie et en art dentaire, p. 1092.
Voir: Assemblée nationale, nos 936, 1565 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 804 (année 1951).
- 837.** — Rapport de M. Muscatelli sur la proposition de loi tendant à assortir de dispositions pénales la décision de l'Assemblée algérienne sur l'interdiction de la pêche au ring net, p. 1092.
Voir: Assemblée nationale, nos 13129, 13223 (1^{re} législ.), 477 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 678 (année 1951).
- 838.** — Rapport de M. Zussy sur la proposition de résolution tendant à revaloriser l'indemnité de difficultés administratives dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle, p. 1093.
Voir: Conseil de la République, n° 771 (année 1951).
- 839.** — Rapport de M. Franck-Chante sur des propositions de résolution concernant les calamités publiques dans divers départements, p. 1094.
Voir: Conseil de la République, nos 728, 744, 747, 748, 758, 778 (année 1951).
- 840.** — Rapport de M. Emilien Lieutaud sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Etats associés), p. 1096.
Voir: Assemblée nationale, nos 933, 1936 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 818 (année 1951).
- 841.** — Rapport de M. Schwartz sur la proposition de loi tendant à abroger l'article 44 de la loi communale d'Alsace et de Lorraine, p. 1097.
Voir: Assemblée nationale, nos 486, 1671 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 805 (année 1951).
- 842.** — Avis de la commission des Intérieur, par M. Le Basser, sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (intérieur), p. 1097.
Voir: Assemblée nationale, nos 989, 1510, 1702, 1706, 1719 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 756, 806 (année 1951).
- 843.** — Rapport de M. Flechet sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (affaires économiques), p. 1097.
Voir: Assemblée nationale, nos 986, 1591 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 807 (année 1951).
- 844.** — Rapport de M. Clavier sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (santé publique et population), p. 1099.
Voir: Assemblée nationale, nos 994, 1543, 1778 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 789 (année 1951).
- 845.** — Rapport de M. Maurice Walker sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (travaux publics, transports et tourisme, — II: aviation civile et commerciale), p. 1102.
Voir: Assemblée nationale, nos 997, 1628, 1668, 1671 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 811 (année 1951).
- 846.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (présidence du conseil), p. 1113.
Voir: Assemblée nationale, nos 992, 1449 (2^e législ.).
- 847.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (justice), p. 1115.
Voir: Assemblée nationale, nos 990, 1673 (2^e législ.).
- 848.** — Rapport général de M. Jean Berthoin sur les projets de loi portant fixation du budget de l'exercice 1952, p. 1116.
- 849.** — Avis de la commission des finances, par M. Saller, sur le projet de loi instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer, p. 1143.
Voir: Assemblée nationale, nos 1434, 3501, 3683, 4544, 4912, 6749, 7072, 8281, 9285, 10913, 12239, 13013, 13024 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 252 (année 1947), 179 (année 1948), 313 et 823 (année 1951).

850. — Avis de la commission du travail, par M. Dassaud, sur le projet de loi instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer, p. 1143.

Voir: Assemblée nationale, nos 1134, 3501, 3683, 4644, 4942, 6749, 7072, 8281, 9235, 10913, 12239, 13013, 13024 (1^{re} législ.); Conseil de la République, nos 252 (année 1947), 179 (année 1948), 343, 823, 819 (année 1951).

851. — Rapport de M. Chapalain sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (anciens combattants et victimes de la guerre), p. 1143.

Voir: Assemblée nationale, nos 981, 1592, 1736, 1737, 1930, 1934 (2^e législ.); Conseil de la République, no 820 (année 1951).

852. — Rapport de M. Jacques Debû-Bridel sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (présidence du conseil), p. 1147.

Voir: Assemblée nationale, nos 992, 1449 (2^e législ.); Conseil de la République, no 846 (année 1951).

853. — Projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor, p. 1151.

Voir: Assemblée nationale, nos 1657, 2001 (2^e législ.).

854. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (prestations familiales agricoles), p. 1156.

Voir: Assemblée nationale, nos 1002, 2131 (2^e législ.).

855. — Rapport de M. Durand-Réville sur le projet de loi relatif à la formation des assemblées locales en Afrique française, p. 1157.

Voir: Assemblée nationale, nos 687, 688, 1257, 1441, 1499, 1544 (2^e législ.); Conseil de la République, no 756 (année 1951).

856. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Finances. — I. Charges communes), p. 1167.

Voir: Assemblée nationale, nos 981, 2038, 2083, 2154, 2189 (2^e législ.).

857. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Postes, télégraphes et téléphones), p. 1168.

Voir: Assemblée nationale, nos 1001, 1323, 1933, 2087, 2178 (2^e législ.).

858. — Projet de loi tendant à modifier la loi relative aux sociétés coopératives de reconstruction, p. 1169.

Voir: Assemblée nationale, nos 1432, 1740 (2^e législ.).

859. — Projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (Education nationale), p. 1170.

Voir: Assemblée nationale, nos 1526, 1967 (2^e législ.).

860. — Projet de loi relatif au déclassement des hôpitaux militaires de Marnia, Sa'da et Tizi-Ouzou, p. 1170.

Voir: Assemblée nationale, nos 1569, 1856 (2^e législ.).

861. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à réprimer la contrefaçon des créations des industries de l'habillement et de la parure, p. 1170.

Voir: Assemblée nationale, nos 5274, 10728 (1^{re} législ.), 333, 831 (2^e législ.); Conseil de la République, no 855 (année 1948).

862. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à proroger les délais impartis aux sociétés coopératives agricoles pour le dépôt de leur demande d'agrément, p. 1171.

Voir: Assemblée nationale, nos 1902, 2012 (2^e législ.).

863. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à proroger l'article 2 de l'ordonnance relative aux caisses d'épargne dans le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle, p. 1171.

Voir: Assemblée nationale, nos 393, 1909 (2^e législ.).

864. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier les dispositions relatives à l'établissement et au dépôt sur le bureau des Assemblées du rapport de la Cour des comptes, p. 1171.

Voir: Assemblée nationale, nos 1624, 2003 (2^e législ.).

865. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier les dispositions relatives au nom des enfants naturels reconnus d'abord par la mère et ultérieurement par le père, p. 1172.

Voir: Assemblée nationale, nos 12432, 13270 (1^{re} législ.), 324, 1819 (2^e législ.).

866. — Motion de M. Avinin demandant une nouvelle prolongation du délai constitutionnel pour le projet de loi instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer, p. 1172.

867. — Rapport de M. Liotard sur le projet de loi instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer, p. 1172.

Voir: Conseil de la République, nos 343, 823, 849, 850, 866 (année 1951).

868. — Avis de la commission des moyens de communication par M. René Dulvis sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Travaux publics, transports et tourisme. — I. — Aviation civile et commerciale), p. 1172.

Voir: Assemblée nationale, nos 997, 1628, 1668, 1674 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 811, 845 (année 1951).

869. — Projet de loi relatif au développement des dépenses de réparation des dommages de guerre, p. 1172.

Voir: Assemblée nationale, nos 2047, 2121, 2196 (2^e législ.).

870. — Avis de la commission des affaires économiques par M. Rochereau sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Affaires économiques), p. 1175.

Voir: Assemblée nationale, nos 986, 1591 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 807, 843 (année 1951).

871. — Rapports de MM. Auberger et Jacques Debû-Bridel sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Education nationale), p. 1175.

Voir: Assemblée nationale, nos 928, 2037, 2058, 2111, 2115 (2^e législ.); Conseil de la République, no 835 (année 1951).

872. — Rapport de M. de Pontbriand sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à proroger les délais impartis aux sociétés coopératives agricoles pour le dépôt de leur demande d'agrément, p. 1213.

Voir: Assemblée nationale, nos 1902, 2012 (2^e législ.); Conseil de la République, no 862 (année 1951).

873. — Rapport de M. Lieutaud sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Justice), p. 1213.

Voir: Assemblée nationale, nos 990, 1673 (2^e législ.); Conseil de la République, no 847 (année 1951).

874. — Rapport de M. Minvielle sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (budget annexe de la radio-diffusion et de la télévision françaises), p. 1219.

Voir: Assemblée nationale, nos 1003, 2009 (2^e législ.); Conseil de la République, no 834 (année 1951).

875. — Rapport de M. Henri Lafleur sur le projet de loi relatif au conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, p. 1213.

Voir: Assemblée nationale, nos 1440, 1545 (2^e législ.); Conseil de la République, no 783 (année 1951).

876 (rectifié). — Proposition de loi de M. Georges Pernot tendant à modifier l'article 195 du code général des impôts pour le calcul de la surtaxe progressive des chefs de famille ayant plusieurs enfants majeurs, p. 1214.

877. — Rapport de M. Estève sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer des « facultés ouvrières de culture et de technique », p. 1215.

Voir: Conseil de la République, no 650 (année 1951).

878. — Proposition de loi de M. Driant tendant à abroger l'article 9 du décret-loi relatif à la formation professionnelle agricole, p. 1216.

879. — Proposition de résolution de M. Bertaud tendant à admettre des déclarations de revenus séparés de la part des conjoints ayant des enfants issus d'un premier mariage et ayant opté pour le régime de séparation de biens, p. 1216.

880. — Rapport de M. Gaston Charlet sur le projet de loi tendant à intégrer dans le code d'instruction criminelle l'ordonnance relative à la perception d'amendes de composition pour les contraventions de simple police, p. 1216.

Voir: Assemblée nationale, nos 974, 1550 (2^e législ.); Conseil de la République, no 775 (année 1951).

881. — Projet de loi relatif à la procédure de codification des textes concernant l'artisanat, p. 1216.

Voir: Assemblée nationale, nos 1715, 2019 (2^e législ.).

882. — Rapport de M. Jean Berthoin sur le projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1952, p. 1217.

Voir: Assemblée nationale, nos 1657, 2001 (2^e législ.); Conseil de la République, no 853 (année 1951).

883. — Avis de la commission de la production industrielle par M. Bousch sur le projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor, p. 1217.

Voir: Assemblée nationale, nos 1657, 2001 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 853, 882 (année 1951).

884. — Rapport de M. de Montalembert sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Budget annexe des prestations familiales agricoles), p. 1218.

Voir: Assemblée nationale, nos 1002, 2131 (2^e législ.); Conseil de la République, no 854 (année 1951).

885. — Rapport de M. Pauly sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Finances: I. — Charges communes), p. 1218.

Voir: Assemblée nationale, nos 984, 2038, 2088, 2154, 2189 (2^e législ.); Conseil de la République, no 856 (année 1951).

886. — Rapport de M. Sclafar sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Budget annexe des postes, télégraphes et téléphones), p. 1218.

Voir: Assemblée nationale, no 1001, 1323, 1933, 2087, 2178 (2^e législ.); Conseil de la République, no 857 (année 1951).

887. — Avis de la commission des moyens de communication par M. Jean Bertaud sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Budget annexe des postes, télégraphes et téléphones), p. 1218.

Voir: Assemblée nationale, nos 1001, 1323, 1933, 2087, 2178 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 857, 886 (année 1951).

888. — Avis de la commission de production industrielle par M. Bousch sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Finances. — I. — Charges communes), p. 1218.
Voir: Assemblée nationale, nos 984, 2038, 2038, 2154, 2189 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 856, 895 (année 1951).

889. — Avis de la commission de la justice par M. Gaston Charlet sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1952, p. 1219.
Voir: Assemblée nationale, nos 1657, 2001 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 853, 882, 883 (année 1951).

890. — Rapport de M. Jozeau-Marigné sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à abroger le dernier alinéa de l'article 90 du code civil, p. 1219.
Voir: Assemblée nationale, nos 10517, 10761 (1^{re} législ.), 328 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 734 (année 1951).

891. — Avis de la commission de la famille par M. Robert Le Guyon sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils de 1952 (santé publique et population), p. 1219.
Voir: Assemblée nationale, nos 994, 1543, 1778 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 789, 844 (année 1951).

892. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses d'équipement des services civils, p. 1220.
Voir: Assemblée nationale, nos 1959, 2180, 2188 (2^e législ.).

893. — Proposition de résolution de M. Le Basser tendant à inviter le Gouvernement à prendre l'initiative de l'organisation d'une conférence européenne, p. 1223.

894. — Proposition de résolution de M. Le Basser tendant à inviter le Gouvernement à prendre l'initiative de l'établissement d'une communauté politique et militaire européenne, p. 1224.

895. — Rapport de M. Jean-Marie Grenier sur le projet de loi relatif au développement des dépenses de réparation des dommages de guerre et de construction pour l'exercice 1952, p. 1226.
Voir: Assemblée nationale, nos 2047, 2121, 2196 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 869 (année 1951).

896. — Projet de loi relatif aux dépenses militaires (Etats associés. — France d'outre-mer), p. 1226.
Voir: Assemblée nationale, nos 1235, 2210 (2^e législ.).

897. — Rapport de M. Pierre Boudet sur le projet de loi relatif aux dépenses militaires (Etats associés. — France d'outre-mer), p. 1228.
Voir: Assemblée nationale, nos 1235, 2210 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 896 (année 1951).

898. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des dépenses d'investissements économiques et sociaux pour l'exercice 1952, p. 1231.
Voir: Assemblée nationale, nos 2263, 2304 (2^e législ.).

899. — Projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels affectés aux dépenses des services de la défense nationale pour les deux premiers mois de l'exercice 1952, p. 1232.
Voir: Assemblée nationale, nos 2193, 2236, 2257 (2^e législ.).

900. — Proposition de loi de M. de La Gontrie tendant à modifier la loi portant création d'un fonds spécial d'investissement routier, p. 1240.

901. — Proposition de résolution de M. de La Gontrie tendant à faire bénéficier la voirie vicinale et rurale du fonds spécial d'investissement routier, p. 1240.

902. — Avis de la commission du suffrage universel par M. Louis Gros sur le projet de loi relatif aux assemblées locales en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun, au Togo et à Madagascar, p. 1214.
Voir: Assemblée nationale, nos 687, 688, 1257, 1441, 1489, 1514 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 756, 855 (année 1951).

903. — Rapport de M. Jean Berthoin sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses d'équipement des services civils pour l'exercice 1952, p. 1241.
Voir: Assemblée nationale, nos 1959, 2180, 2188 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 892 (année 1951).

904. — Projet de loi portant création et suppression de postes de magistrats, p. 1241.
Voir: Assemblée nationale, nos 1615, 2005 (2^e législ.).

905. — Projet de loi modifiant la loi relative à l'organisation des justices de paix, p. 1241.
Voir: Assemblée nationale, nos 1437, 1978 (2^e législ.).

906. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à préciser que la poliomyélite donne droit au bénéfice du congé de longue durée, p. 1242.
Voir: Assemblée nationale, nos 244, 1082, 1977 (année 1951).

907. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la reconstruction du monument commémoratif du général Mangin, p. 1242.
Voir: Assemblée nationale, nos 41, 1823 (2^e législ.).

908. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à l'heure de la reprise du travail du vendredi après-midi pour les musulmans, p. 1242.
Voir: Assemblée nationale, nos 1727, 2045 (2^e législ.).

909. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier la loi ayant pour objet l'organisation du crédit aux sociétés coopératives de consommation, p. 1242.
Voir: Assemblée nationale, nos 9325, 10206 (1^{re} législ.), 821 (2^e législ.).

910. — Rapport de M. Sclafer sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à proroger les dispositions de l'article 2 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux caisses d'épargne fonctionnant dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, p. 1243.
Voir: Assemblée nationale, nos 393, 1509 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 863 (année 1951).

911. — Rapport de M. Pierre Boudet sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de crédits provisionnels affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services de la défense nationale pendant les deux premiers mois de l'exercice 1952, p. 1243.
Voir: Assemblée nationale, nos 2193, 2236, 2257 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 899 (année 1951).

912. — Avis de la commission de la reconstruction par M. Jozeau-Marigné sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils, p. 1243.
Voir: Assemblée nationale, nos 2047, 2121, 2196 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 869, 895 (année 1951).

913. — Projet de loi arrêtant les dispositions financières transitoires applicables à l'exercice 1952, p. 1243.
Voir: Assemblée nationale, nos 2311, 2315 (2^e législ.).

914. — Rapport par M. Litaize sur le projet de loi arrêtant les dispositions financières transitoires applicables à l'exercice 1952, p. 1244.
Voir: Assemblée nationale, nos 2314, 2315 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 913 (année 1951).

TABLEAU DE CONCORDANCE
de la Pagination des Documents avec les Numéros des feuilles annexes
et la Date de parution au " Journal officiel "

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

ANNÉE 1951

DATES DE LA PUBLICATION	NUMÉROS des feuilles.	PAGES	DATES DE LA PUBLICATION	NUMÉROS des feuilles.	PAGES
19 janvier 1952.....	1	1 à 12	2 mai 1952.....	19	549 à 580
19 janvier 1952.....	2	13 à 36	2 mai 1952.....	20	581 à 612
24 janvier 1952.....	3	37 à 68	3 mai 1952.....	21	613 à 644
24 janvier 1952.....	4	69 à 100	3 mai 1952.....	22	645 à 676
29 janvier 1952.....	5	101 à 132	4 mai 1952.....	23	677 à 708
29 janvier 1952.....	6	133 à 164	4 mai 1952.....	24	709 à 740
31 janvier 1952.....	7	165 à 196	8 mai 1952.....	25	741 à 772
31 janvier 1952.....	8	197 à 228	8 mai 1952.....	26	773 à 804
5 février 1952.....	9	229 à 260	9 mai 1952.....	27	805 à 836
5 février 1952.....	10	261 à 292	9 mai 1952.....	28	837 à 868
23 avril 1952.....	11	293 à 324	10 mai 1952.....	29	869 à 900
23 avril 1952.....	12	325 à 356	10 mai 1952.....	30	901 à 932
25 avril 1952.....	13	357 à 388	13 mai 1952.....	31	933 à 964
25 avril 1952.....	14	389 à 420	13 mai 1952.....	32	965 à 996
26 avril 1952.....	15	421 à 452	16 mai 1952.....	33	997 à 1028
26 avril 1952.....	16	453 à 484	16 mai 1952.....	34	1029 à 1060
27 avril 1952.....	17	485 à 516	17 mai 1952.....	35	1061 à 1092
27 avril 1952.....	18	517 à 548	17 mai 1952.....	36	1093 à 1124
			18 mai 1952.....	37	1125 à 1156
			18 mai 1952.....	38	1157 à 1188
			21 mai 1952.....	39	1189 à 1216
			21 mai 1952.....	40	1217 à 1244